

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 875

12 avril 2013

SOMMAIRE

Adga Rhea Consultants S.A.	41954	Café Lenger Stuff s.à r.l.	41998
Adhoc S.à r.l.	41954	Café Lenger Stuff s.à r.l.	41999
Ad Valem Technologies International S.A.	41955	Café No Limits S.à r.l.	41954
AL Participation S.à r.l.	41991	Capital Power Credit Services (Luxem- bourg)	41999
Alpha Perseus Capital S.A.	41975	CBD Immo S.à r.l.	42000
Aluzare S.A.	41960	CGLux S. à r.l.	42000
Ampero S.à r.l.	41955	Change Management Consulting - MCG Sàrl	41999
Amromco Lux S.à r.l.	41955	Cheverny CEO Search S.A.	41997
Audace S.A., SPF	41975	Credit Opportunities European Funding S.à r.l.	41999
Bearstead Holding S.à r.l.	41990	Crystal Carmine S.A.	41998
Bearstead Holding S.à r.l.	41990	Crystal Carmine S.A.	41998
Berlin 1 S.à r.l.	41997	Crystaluxx S.à r.l.	41969
Billington S.A., SPF	41991	GCL Luxembourg S.à r.l.	41969
Bodycarcare, s.à r.l.	41968	GM Distribution S.à r.l.	42000
Bodycarcare, s.à r.l.	41991	K Agamemnon S.à r.l.	41975
Boissons Transports Schockmel S.à r.l. ..	41997	Maison Seil S.A.	42000
Bosting Holding S.à r.l.	41991	Quiru S.A.	41961
Brenda S.A. SPF	41996	Solix Holding S.à r.l.	41992
BR Investments I (Luxembourg) S.à r.l. ..	41996		
BRSG S.A., SPF	41997		
Build & Management S.à r.l.	41998		

Adga Rhea Consultants S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 102.264.

Le Bilan arrêté au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013030269/10.

(130037410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Adhoc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4155 Esch-sur-Alzette, 25, rue Léon Jouhaux.
R.C.S. Luxembourg B 74.338.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 04/03/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013030270/10.

(130037284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Café No Limits S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8526 Colpach-Bas, 1, rue d'Eil.
R.C.S. Luxembourg B 137.726.

L'an deux mille treize, le douze février.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Madame Maria José REBELO LOPES, coiffeuse, née le 22 juin 1965 à Vila Real (PT), demeurant à L-9080 Ettelbruck, 157, Avenue Salentiny.

La comparante agissant en sa qualité d'associée unique représentant l'intégralité du capital social, de la société à responsabilité limitée «CAFE NO LIMITS S.à r.l.», avec siège social à L-8558 Reichlange, 1, rue de Bettborn,

constituée suivant acte reçu par le notaire Henri Hellinckx, de résidence à Luxembourg, en date du 25 mars 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, page 53715 de l'année 2008,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro B 137.726,
ont requis le notaire d'acter la résolution suivante:

Unique résolution

Les associés décident à l'unanimité de transférer le siège social de Reichlange vers L-8526 Colpach-Bas, 1, rue d'Eil et en conséquence décident de modifier l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2.** Le siège social de la société est établi dans la commune d'Eil. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.»

Frais.

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 600,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Maria José REBELO LOPES, Pierre PROBST

Enregistré à Diekirch, Le 13 février 2013. Relation: DIE/2013/2137. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, Délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 21 février 2013.

Référence de publication: 2013025737/34.

(130031399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

Ad Valem Technologies International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 173.781.

—
EXTRAIT

En date du 14 février 2013, l'assemblée extraordinaire des associés a adopté les résolutions suivantes:

1. L'assemblée décide de qualifier les administrateurs déjà en place suivants d'Administrateurs B:

- Monsieur Jean-Marc Faber
- Monsieur Christophe Mouton
- Monsieur Marc Kapustin

2. L'assemblée décide de nommer, avec effet immédiat, en tant qu'administrateurs A de la Société pour une durée indéterminée, les personnes suivantes:

- Ventech S.A., société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 310.000 euros, avec siège social au 47, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 410 316 699, représentée par Monsieur Jean Bourcereau, né le 27 juillet 1971 à Maisons-Alfort (France), avec adresse professionnelle au 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France; et

- A Plus Finance SAS, société anonyme au capital de 300.000 euros, avec siège social au 8, rue Bellini, F-75116 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 420 400 699, représentée par Monsieur Tuan Tran, né le 20 octobre 1974 à Can Tho (Viêt Nam), avec adresse professionnelle au 8, rue Bellini, 75116 Paris, France.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013030253/25.

(130037147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Ampero S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4440 Soleuvre, 127, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 171.029.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013030284/9.

(130037502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Amromco Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: RON 62.713,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 161.319.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of January,

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Amromco Lux S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161.319 (the Company). The Company was incorporated on June 6, 2011 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published on August 24, 2011 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 1944 at page 93296. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time on 20 March, 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1134 at page 54406.

THERE APPEARED:

Amromco Holdings L.P., an exempted limited partnership formed under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at the offices of Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the registrar of exempted limited partnerships of the Cayman Islands under number WK-48088, acting through its general partner, Amromco Holdings GP Limited,

hereby represented by Regis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record:

I. That Amromco Holdings L.P. is the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder).

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of nine Romanian new lei (RON 9) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of sixty two thousand seven hundred and four Romanian new lei (RON 62,704) represented by (i) sixty-two thousand six hundred and fifty-nine (62,659) ordinary shares (in case of plurality, the Class of Ordinary Shares and individually, a Class of Ordinary Share), five (5) class A shares (in case of plurality, the Class A Shares and individually, a Class A Share), five (5) class B shares (in case of plurality, the Class B Shares and individually, a Class B Share), five (5) class C shares (in case of plurality, the Class C Shares and individually, a Class C Share), five (5) class D shares (in case of plurality, the Class D Shares and individually, a Class D Share), five (5) class E shares (in case of plurality, the Class E Shares and individually, a Class E Share), five (5) class F shares (in case of plurality, the Class F Shares and individually, a Class F Share), five (5) class G shares (in case of plurality, the Class G Shares and individually, a Class G Share), five (5) class H shares (in case of plurality, the Class H Shares and individually, a Class H Share), and five (5) class I shares (in case of plurality, the Class I Shares and individually, a Class I Share), having a par value of one Romanian new lei (RON 1) each, to sixty two thousand seven hundred thirteen Romanian new lei (RON 62,713) by way of the issuance of (i) one (1) new Class A Share, (ii) one (1) new Class B Share, (iii) one (1) new Class C Share, (iv) one (1) new Class D Share, (v) one (1) new Class E Share, (vi) one (1) new Class F Share, (vii) one (1) new Class G Share, (viii) one (1) new Class H Share and (ix) one (1) new Class I Share of the Company, having a par value of one Romanian new lei (RON 1) each;

2. Subscription for and payment of the newly issued shares as specified under item 1. by means of a contribution in kind;

3. Subsequent amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of the share capital specified under item 1. above;

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company; and

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of nine Romanian new lei (RON 9) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of sixty two thousand seven hundred and four Romanian new lei (RON 62,704) represented by (i) sixty-two thousand six hundred and fifty-nine (62,659) Ordinary Shares, five (5) Class A Shares, five (5) Class B Shares, five (5) Class C Shares, five (5) Class D Shares, five (5) Class E Shares, five (5) Class F Shares, five (5) Class G Shares, five (5) Class H Shares, and five (5) Class I Shares, having a par value of one Romanian new lei (RON 1) each, to sixty two thousand seven hundred thirteen Romanian new lei (RON 62,713) by way of the issuance of (i) one (1) new Class A Share, (ii) one (1) new Class B Share, (iii) one (1) new Class C Share, (iv) one (1) new Class D Share, (v) one (1) new Class E Share, (vi) one (1) new Class F Share, (vii) one (1) new Class G Share, (viii) one (1) new Class H Share and (ix) one (1) new Class I Share of the Company, having a par value of one Romanian new lei (RON 1) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription for, and full payment of, the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares that it subscribes to (i) one (1) new Class A Share, (ii) one (1) new Class B Share, (iii) one (1) new Class C Share, (iv) one (1) new Class D Share, (v) one (1) new Class E Share, (vi) one (1) new Class F Share, (vii) one (1) new Class G Share, (viii) one (1) new Class H Shares and (ix) one (1) new Class I Shares of the Company, having a par value of one Romanian new lei (RON 1) each, and fully pays them up by way of a contribution in kind consisting of (i) a receivable in an aggregate amount of six million six hundred seventy-one thousand Romanian new lei (RON 6,671,000) that the Sole Shareholder has against AMROMCO PRODUCTION COMPANY S.R.L., a limited liability company organized and existing under the laws of Romania, with its registered offices in Ploiesti, 152 K Republicii Blvd., floors 2, 3, 4 and attic, Prahova County, registered with Prahova Trade Registry under no. J J29/985/2012, sole registration code 28376995 (Receivable 1) and (ii) a receivable in an aggregate amount of twenty-eight million five hundred ninety-two thousand one hundred twenty-four Romanian new lei (RON

28,592,124) that the Sole Shareholder has against AMROMCO MANAGEMENT LLC, a Delaware limited liability company (Receivable 2 and together with Receivable 1, the Receivables). The Receivables shall be allocated as follows:

- (i) nine Romanian new lei (RON 9) are allocated to the share capital account of the Company; and
- (ii) thirty-five million two hundred sixty-three thousand one hundred fifteen Romanian new lei (RON 35,263,115) are allocated to the share premium account of the Company.

The existence and the valuation of the Receivables is evidenced by inter alia, (i) a contribution certificate issued on the date hereof by the management of the Sole Shareholder and acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate) and (ii) the balance sheet of the Sole Shareholder dated 30 January 2013 and signed for approval by the management of the Sole Shareholder (the Balance Sheet).

The Certificate states in essence that:

"

- the Receivables contributed by the Sole Shareholder to the Company are shown on the attached balance sheet as per 30 January, 2013 (the Balance Sheet), a copy of which is attached hereto as schedule 1;

- the Sole Shareholder is the sole owner of the Receivables, is solely entitled to the Receivables and possesses the power to dispose of the Receivables;

- the Receivables are certain and will be due and payable on their due date without deduction (certaines, liquides et exigibles);

- based on Luxembourg generally accepted accounting principles, the Receivables contributed to the Company per the attached Balance Sheet are valued at least thirty-five million two hundred sixty-three thousand one hundred twenty-four Romanian new lei (RON 35,263,124) and since the Balance Sheet, no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company;

- the Receivables contributed to the Company are freely transferable by the Sole Shareholder to the Company and are not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing their value; and

all formalities to transfer the legal ownership of the Receivables contributed to the Company have been or will be accomplished by the Sole Shareholder."

The Certificate and the Balance Sheet enclosed thereto, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The share capital of the Company is set at sixty two thousand seven hundred thirteen Romanian new lei (RON 62,713) represented by:

- sixty-two thousand six hundred and fifty-nine (62,659) ordinary shares (in case of plurality, the Class of Ordinary Shares and individually, a Class of Ordinary Share),

- six (6) class A shares (in case of plurality, the Class A Shares and individually, a Class A Share),

- six (6) class B shares (in case of plurality, the Class B Shares and individually, a Class B Share),

- six (6) class C shares (in case of plurality, the Class C Shares and individually, a Class C Share),

- six (6) class D shares (in case of plurality, the Class D Shares and individually, a Class D Share),

- six (6) class E shares (in case of plurality, the Class E Shares and individually, a Class E Share),

- six (6) class F shares (in case of plurality, the Class F Shares and individually, a Class F Share),

- six (6) class G shares (in case of plurality, the Class G Shares and individually, a Class G Share),

- six (6) class H shares (in case of plurality, the Class H Shares and individually, a Class H Share), and

- six (6) class I shares (in case of plurality, the Class I Shares and individually, a Class I Share),

in registered form, having a par value of one Romanian new leu (RON 1) each, all of which are fully paid up."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately four thousand three hundred Euro (EUR 4,300.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trentième jour de janvier,

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Amromco Lux S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.319 (la Société). La Société a été constituée le 6 juin 2011 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié le 24 août 2011 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1944, page 93296. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 20 mars 2012 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1134 en page 54406.

A COMPARU:

Amromco Holdings L.P., une société en commandite (exempted limited partnership) formée selon les lois des Îles Caïmans, dont le siège social se situe auprès de Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans, immatriculée auprès du Registrar of exempted limited partnerships des Îles Caïmans sous le numéro WK-48088, agissant par son associé commandité, Amromco Holdings GP Limited,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter:

I. Que Amromco Holdings L.P. est l'associée unique de la Société (l'Associé Unique).

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de neuf Leu roumains (RON 9) afin de le porter de son montant actuel de soixante-deux mille sept cent quatre Lei roumains (RON 62.704), représenté par (i) soixante-deux mille six cent cinquante-neuf (62.659) parts sociales ordinaires (collectivement, les Parts Sociales de Classe Ordinaire et, individuellement, une Part Sociale de Classe Ordinaire), cinq (5) parts sociales de classe A (collectivement, les Parts Sociales de Classe A et, individuellement, une Part Sociale de Classe A), cinq (5) parts sociales de classe B (collectivement, les Parts Sociales de Classe B et, individuellement, une Part Sociale de Classe B), cinq (5) parts sociales de classe C (collectivement, les Parts Sociales de Classe C et, individuellement, une Part Sociale de Classe C), cinq (5) parts sociales de classe D (collectivement, les Parts Sociales de Classe D et, individuellement, une Part Sociale de Classe D), cinq (5) parts sociales de classe E (collectivement, les Parts Sociales de Classe E et, individuellement, une Part Sociale de Classe E), cinq (5) parts sociales de classe F (collectivement, les Parts Sociales de Classe F et, individuellement, une Part Sociale de Classe F), cinq (5) parts sociales de classe G (collectivement, les Parts Sociales de Classe G et, individuellement, une Part Sociale de Classe G), cinq (5) parts sociales de classe H (collectivement, les Parts Sociales de Classe H et, individuellement, une Part Sociale de Classe H), et cinq (5) parts sociales de classe I (collectivement, les Parts Sociales de Classe I et, individuellement, une Part Sociale de Classe I), ayant une valeur nominale d'un Leu roumain (RON 1) chacune, à soixante-deux mille sept cent treize Lei roumains (RON 62.713) par l'émission de (i) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe A, (ii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe B, (iii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe C, (iv) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe D, (v) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe E, (vi) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe F, (vii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe G, (viii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe H, et (ix) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe I de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune;

2. Souscription et libération des parts sociales nouvellement émises tel que mentionné au point 1. ci-dessus par une contribution en nature;

3. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin d'y refléter l'augmentation du capital social mentionnée au point 1. ci-dessus;

4. Modification du registre des associés de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, afin de procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

5. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf Leu roumains (RON 9) afin de le porter de son montant actuel de soixante-deux mille sept cent quatre Lei roumains (RON 62.704), représenté par (i) soixante-deux mille six cent cinquante-neuf (62.659) parts sociales ordinaires Parts Sociales de Classe Ordinaire, cinq (5) Parts Sociales de Classe A, cinq (5) Parts Sociales de Classe B, cinq (5) Parts Sociales de Classe C, cinq (5) Parts Sociales de Classe D, cinq (5) Parts Sociales de Classe E, cinq (5) Parts Sociales de Classe F, cinq (5) Parts Sociales de Classe G, cinq (5) Parts Sociales de Classe H, et cinq (5) Parts Sociales de Classe I, ayant une valeur nominale d'un Leu roumain (RON 1) chacune, à soixante-deux mille sept cent treize Lei roumains (RON 62.713) par l'émission de (i) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe A, (ii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe B, (iii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe C, (iv) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe D, (v) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe E, (vi) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe F, (vii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe G, (viii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe H, et (ix) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe I de la Société, ayant une valeur nominale d'un Leu roumain (RON 1) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et la libération intégrale de l'augmentation du capital social de la manière suivante:

Souscription - Libération

Sur ces faits, l'Associé Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à (i) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe A, (ii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe B, (iii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe C, (iv) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe D, (v) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe E, (vi) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe F, (vii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe G, (viii) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe H, et (ix) une (1) nouvelle Part Sociale de Classe I de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, et les libère intégralement par un apport en nature qui se compose (i) d'une créance d'un montant total de six millions six cent soixante-et-onze mille Lei roumains (RON 6.671.000) que l'Associé Unique détient envers AMROMCO PRODUCTION COMPANY S.R.L., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois de la Roumanie, dont le siège social est établi au Ploiesti, 152 K Republicii Blvd., floors 2, 3, 4 and attic, Prahova County et immatriculée auprès du Registre de Commerce de Prahova sous le numéro J J29/985/2012, code d'immatriculation 28376995 (la Créance 1) et (ii) d'une créance d'un montant total de vingt-huit millions cinq cent quatre-vingt-douze mille cent vingt-quatre Lei roumains (RON 28.592.124) que l'Associé Unique détient envers AMROMCO MANAGEMENT LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware (la Créance 2 et avec la Créance 1, les Créances). Les Créances seront affectées de la manière suivante:

- (i) neuf Lei roumains (RON 9) sont affectés au compte de capital social de la Société; et
- (ii) trente-cinq millions deux cent soixante-trois mille cent quinze Lei roumains (RON 35.263.115) sont affectés au compte de prime d'émission de la Société.

L'existence et la valeur des Créances sont certifiées inter alia par (i) un certificat d'apport émis à la date des présentes par la gérance de l'Associé Unique, reconnu et approuvé par la gérance de la Société (le Certificat) et (ii) le bilan de l'Associé Unique en date du 30 janvier 2013, signé pour approbation par la gérance de l'Associé Unique (le Bilan).

Le Certificat stipule en substance que:

"

- les Créances apportées par l'Associé Unique à la Société sont inscrites dans le bilan joint daté du 30 janvier 2013, une copie dudit bilan est jointe en Annexe 1 (le Bilan);

- l'Associé Unique est l'unique propriétaire des Créances, le seul ayant droit aux Créances et a le droit de disposer des Créances;

- les Créances sont certaines, liquides et exigibles sans déduction aucune;

- sur base de principes comptables généralement acceptés à Luxembourg, la valeur des Créances apportées à la Société est, selon le Bilan joint, d'au moins trente-cinq millions deux cent soixante-trois mille cent vingt-quatre Lei roumains (RON 35.263.124) et aucun changement matériel qui aurait déprécié l'apport fait à la Société n'a eu lieu depuis le Bilan;

- les Créances apportées à la Société sont librement cessibles par l'Associé Unique à la Société, elle ne sont grevées d'aucune restriction, nantissement ou sûreté limitant leur cessibilité ou réduisant leur valeur;

- toutes les formalités requises dans le cadre du transfert de la propriété des Créances apportées à la Société ont été ou seront accomplies par l'Associé Unique.»

Le Certificat et le Bilan joint, après avoir été signés ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à soixante-deux mille sept cent treize Lei roumains (RON 62.713), représenté par:

- soixante-deux mille six cent cinquante-neuf (62.659) parts sociales ordinaires (collectivement, les Parts Sociales de Classe Ordinaire et, individuellement, une Part Sociale de Classe Ordinaire),
- six (6) parts sociales de classe A (collectivement, les Parts Sociales de Classe A et, individuellement, une Part Sociale de Classe A),
- six (6) parts sociales de classe B (collectivement, les Parts Sociales de Classe B et, individuellement, une Part Sociale de Classe B),
- six (6) parts sociales de classe C (collectivement, les Parts Sociales de Classe C et, individuellement, une Part Sociale de Classe C),
- six (6) parts sociales de classe D (collectivement, les Parts Sociales de Classe D et, individuellement, une Part Sociale de Classe D),
- six (6) parts sociales de classe E (collectivement, les Parts Sociales de Classe E et, individuellement, une Part Sociale de Classe E),
- six (6) parts sociales de classe F (collectivement, les Parts Sociales de Classe F et, individuellement, une Part Sociale de Classe F),
- six (6) parts sociales de classe G (collectivement, les Parts Sociales de Classe G et, individuellement, une Part Sociale de Classe G),
- six (6) parts sociales de classe H (collectivement, les Parts Sociales de Classe H et, individuellement, une Part Sociale de Classe H),
- six (6) parts sociales de classe I (collectivement, les Parts Sociales de Classe I et, individuellement, une Part Sociale de Classe I),

sous forme nominative, d'une valeur nominale de un Leu roumain (RON 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, afin de procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ quatre mille trois cents Euros (EUR 4.300.-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire, le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 février 2013. Relation: LAC/2013/5897. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 février 2013.

Référence de publication: 2013029618/290.

(130036736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Aluzare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4385 Ehlerange, Zare Ilot Est.

R.C.S. Luxembourg B 130.632.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013030280/9.

(130037586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Quiru S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 142.859.

L'an deux mille douze, le vingt et un novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme QUIRU S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 142859, constituée à Funchal, Madère (Portugal) le 10 septembre 2002, et transférée à Luxembourg suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 octobre 2008, publié au Mémorial C numéro 2810 du 21 novembre 2008,

ayant un capital social de trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sophie ERK, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antonio FERNANDES, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Modification de la dénomination de la société en QUIRU S.R.L.
- 2.- Réduction du capital social à concurrence d'un montant de 21.000,- EUR, pour le ramener de son montant actuel de 31.000,- EUR à 10.000,- EUR, par apurement de pertes à due concurrence et par annulation de 210 actions.
- 3.- Modification de l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article 4 des nouveaux statuts en langue italienne.
- 4.- Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2030.
- 5.- Démission des administrateurs et du commissaire de la société.
- 6.- Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la société de la nationalité italienne.
- 7.- Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".
- 8.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
- 9.- Nomination statutaire.
- 10.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en QUIRU S.R.L.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de vingt et un mille euros (21.000,- EUR), pour le ramener de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à dix mille euros (10.000,- EUR), par annulation de deux cent dix (210) actions avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Cette réduction du capital social est réalisée par apurement de pertes pour un montant total de vingt et un mille euros (21.000,- EUR).

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article quatre des nouveaux statuts de la société en langue italienne ci-après.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2030.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société à savoir Messieurs Georges DIEDERICH, Louis VEGAS-PIERONI et Régis DONATI et du commissaire aux comptes de la société à savoir Monsieur Robert REGGIORI et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Sixième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, à I-24121 Bergamo, Passagio Canonici Lateranensi 12 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

Septième résolution

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée" et de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

"STATUTO

DELLA SOCIETÀ A RESPONSABILITÀ LIMITATA

"QUIRU S.R.L."

Art. 1. Denominazione e Sede. Il presente statuto regola la società a responsabilità limitata denominata "QUIRU S.R.L."

Essa ha sede nel comune di Bergamo (BG).

L'organo amministrativo ha facoltà di istituire e sopprimere unità locali, agenzie e rappresentanze, nonché trasferire l'indirizzo sociale nell'ambito del comune predetto; spetta ai soci deliberare l'istituzione di sedi secondarie, anche all'estero, o il trasferimento della sede in un comune diverso.

Art. 2. Durata. La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2030.

Art. 3. Domicilio. Il domicilio dei soci, degli amministratori, del sindaco/dei sindaci e del revisore, se nominati, per i loro rapporti con la società, è quello che risulta dal Registro Imprese.

Art. 4. Oggetto sociale. La società ha per oggetto l'acquisto, l'alienazione in genere, la costruzione di beni immobili, la gestione di beni immobili di proprietà sociale nonché lo sfruttamento e la valorizzazione delle aree.

Essa può compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, economiche, finanziarie e bancarie, mobiliari ed immobiliari necessarie e/o utili per il conseguimento dell'oggetto sociale; può prestare avalli, fidejussioni, ed ogni altra garanzia, anche reale, a qualsiasi titolo, anche a favore di terzi; può anche assumere, sia direttamente che indirettamente, interessenze e partecipazioni in altre società od imprese purché non in via prevalente e non ai fini del collocamento presso il pubblico e, comunque, con esclusione di tutte le attività riservate di cui all'art. 106 D.L. n. 385/93 e all'art. 1 L. 02.01.1991 n. 1 e successive modifiche e integrazioni.

Art. 5. Capitale. Il capitale sociale è di 10.000 (diecimila) euro suddiviso in tante partecipazioni quanti sono i soci; possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento di capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresa la prestazione d'opera o di servizi a favore della società; la delibera di aumento del capitale sociale indica le modalità di conferimento; in mancanza il conferimento deve farsi in denaro.

Art. 6. Partecipazioni. Ogni partecipazione è divisibile e cedibile anche parzialmente, salve le limitazioni previste nel presente statuto. La rappresentanza delle partecipazioni in comproprietà, o sottoposte a pegno o usufrutto, è regolata ai sensi di legge.

Art. 7. Diritto di opzione. Sulle quote di capitale in aumento spetta ai soci il diritto di sottoscrizione da esercitarsi in proporzione alle rispettive partecipazioni sociali possedute ("diritto di opzione"), conformemente a quanto previsto dalla

legge, e secondo le eventuali modalità risultanti dalla decisione di aumento del capitale. Sulle partecipazioni non optate spetta agli altri soci il diritto di opzione da esercitarsi con le medesime modalità di cui sopra.

È facoltà dei soci di prevedere espressamente nella decisione di aumento che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi, salvo il caso di riduzione del capitale per perdite e contemporaneo aumento al minimo di legge (art. 2482-ter c.c.); in tale ultima circostanza spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473, co. 1, c.c.

Art. 8. Trasferimento delle partecipazioni, prelazione e gradimento.

A) Trasferimento delle partecipazioni.

Per "partecipazione" (o "partecipazioni") si intende la partecipazione di capitale spettante a ciascun socio ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale e anche i diritti di sottoscrizione alla stessa correlati.

Per "trasferimento" si intende il trasferimento per atto tra vivi.

Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento e donazione. Se la natura del negozio non prevede un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquistano le partecipazioni versando all'offerente la somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, determinata dall'arbitratore, come in seguito meglio specificato.

L'intestazione a società fiduciarie o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

Nell'ipotesi di trasferimento di partecipazioni per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto di seguito prescritto, l'acquirente non ha diritto di essere iscritto nel libro soci, non è legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non può alienare le partecipazioni con effetto verso la società.

Le partecipazioni sono liberamente trasferibili solo a favore:

- a) del coniuge di un socio;
- b) di parenti in linea retta di un socio, in qualunque grado;
- c) di società controllanti, controllate, collegate o comunque appartenenti al medesimo gruppo di società.

In qualsiasi altro caso di trasferimento delle partecipazioni, ai soci regolarmente iscritti al Registro Imprese spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

B) Prelazione.

Il socio che intende trasferire in tutto o in parte la propria partecipazione deve comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata con avviso di ricevimento all'organo amministrativo; l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, specificatamente il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro 10 (dieci) giorni dal ricevimento della raccomandata, comunica l'offerta agli altri soci, che devono esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre 30 (trenta) giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) la partecipazione deve essere trasferita entro 30 (trenta) giorni dalla data in cui l'organo amministrativo ha comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata, con avviso di ricevimento, da inviarsi entro 15 (quindici) giorni dalla scadenza del termine di cui al precedente sub a) - l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta, della data fissata per il trasferimento e del notaio a tal fine designato.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più soci, la partecipazione offerta spetta ai soci interessati in proporzione alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce proporzionalmente a favore di quei soci che intendono avvalersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

Qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci.

La comunicazione dell'intenzione di trasferire la partecipazione formulata con le modalità indicate equivale a proposta contrattuale ai sensi dell'articolo 1326 c.c. Pertanto il contratto si intende concluso nel momento in cui chi ha effettuato la comunicazione viene a conoscenza dell'accettazione dell'altra parte. Da tale momento il socio cedente è obbligato a concordare con il cessionario la ripetizione del negozio in forma idonea all'iscrizione nel libro soci, con contestuale pagamento del prezzo come indicato nella "denuntiatio".

La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente, tuttavia il socio, se l'ipotesi gli è più favorevole, può esercitare la prelazione anche per un prezzo pari al valore della partecipazione quale risulta dall'ultimo bilancio approvato, rettificato mediante rivalutazione dei cespiti societari, compreso il computo dell'avviamento commerciale. In caso di dissenso tra le parti, il prezzo della vendita è determinato da un arbitratore nominato dal Presidente del Tribunale competente per il Registro delle Imprese presso cui la società è iscritta, su istanza della parte più diligente.

La determinazione del prezzo compiuta dall'arbitratore è vincolante sia per la parte alienante che per la parte acquirente, purché non superi in eccesso o in difetto del venti per cento (20%) il prezzo originariamente indicato. Se lo supera in difetto il cedente può recedere dall'offerta accollandosi i costi dell'arbitrato. Se lo supera in eccesso gli acquirenti possono recedere accollandosi i costi dell'arbitrato.

Il diritto di prelazione deve essere esercitato per l'intera partecipazione offerta; nel caso di vendita congiunta di partecipazioni da parte di più soci, la prelazione deve considerarsi efficacemente esercitata solo se ha ad oggetto tutte le partecipazioni poste in vendita.

Qualora nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta o il diritto sia esercitato solo per parte di essa, il socio offerente è libero di trasferire la partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro 60 (sessanta) giorni dalla data di scadenza del termine per l'esercizio del diritto di prelazione; in mancanza la procedura della prelazione deve essere ripetuta. Il trasferimento è tuttavia inefficace nei confronti della società, fino a quando non è inviato, all'organo amministrativo, copia della documentazione relativa al contratto di cessione della partecipazione, o altra scrittura equivalente, pienamente conforme nel prezzo e nelle condizioni all'offerta scritta e documentata, a suo tempo trasmessa dal socio cedente, ai fini dell'esercizio della prelazione.

L'organo amministrativo comunica ai soci di aver ricevuto detta documentazione entro due giorni dalla ricezione della medesima, con i relativi esiti.

Il diritto di prelazione spetta ai soci anche nell'ipotesi di trasferimento della nuda proprietà della partecipazione; non spetta nel caso di costituzione di pegno od usufrutto.

C) Gradimento.

In caso di trasferimento per atto tra vivi delle partecipazioni e/o di costituzione di diritti reali o di garanzia sulle stesse, è richiesto il gradimento dei soci.

Al riguardo la comunicazione inviata dal socio offerente a mezzo lettera raccomandata, per consentire agli altri soci l'esercizio della prelazione, vale anche quale richiesta di gradimento; per l'ipotesi di costituzione di diritti reali o di garanzia, il socio deve specificare anche gli accordi inerenti il diritto di voto.

I soci decidono con le maggioranze previste nel presente statuto. Nel calcolo delle maggioranze non è computata la partecipazione del socio richiedente il gradimento.

L'organo amministrativo deve comunicare, con lettera raccomandata, al socio, la decisione sul gradimento, entro il termine di 30 (trenta) giorni dal ricevimento della richiesta di gradimento. Qualora al socio richiedente non pervenga alcuna comunicazione, entro il predetto termine, il gradimento si intende concesso ed il socio può trasferire la partecipazione, salvo l'esercizio della prelazione secondo la procedura prima descritta.

Qualora il gradimento venga negato compete al socio il diritto di recesso.

Il gradimento non è richiesto nel caso di trasferimento della partecipazione ai soggetti di cui al presente articolo, punto A), punti a), b) e c).

D) trasferimento mortis causa.

Il trasferimento della partecipazione mortis causa, sia a titolo particolare che universale, è disciplinato dagli artt. 2284-2289 c.c., con le seguenti precisazioni:

- la società può essere continuata, anche con uno, più o tutti gli eredi e/o legatari del defunto;
- per la determinazione del credito spettante ai successori in caso di liquidazione si applicano le disposizioni relative al recesso (art. 2473, co. 3 e 4 c.c.).

Le decisioni circa la continuazione o la liquidazione della partecipazione sono assunte dai soci con le maggioranze previste per le decisioni dei soci, non computandosi la partecipazione del socio defunto.

Art. 9. Recesso. Ha diritto di recedere dalla società, ma solo per l'intera quota di partecipazione al capitale sociale, il socio che non ha concorso all'approvazione delle decisioni riguardanti il cambiamento dell'oggetto o del tipo della società, la fusione e la scissione della società, la revoca dello stato di liquidazione, il trasferimento della sede all'estero, l'eliminazione di una causa di recesso, il compimento di operazioni che comportino una sostanziale modifica dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci a norma dell'art. 2468, co. 3 c.c., e le modifiche dell'atto costitutivo introduttive o soppressive della clausola compromissoria.

Il socio che intende recedere deve comunicare la sua intenzione all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento, spedita entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle imprese della decisione - o, se non prevista, dalla trascrizione della stessa nel libro delle decisioni dei soci o degli amministratori - oppure entro 30 (trenta) giorni dalla conoscenza del fatto che lo legittima. A tal fine l'organo amministrativo deve tempestivamente comunicare ai soci i fatti che possono dar luogo all'esercizio del recesso.

La liquidazione della partecipazione del socio receduto avviene con le modalità ed i criteri previsti dall'art. 2473, co. 3 e 4 c.c., a meno che le parti con decisione unanime intendano ricorrere alla clausola compromissoria di cui al successivo articolo 23.

Art. 10. Esclusione. Il socio è escluso per mancata esecuzione dei conferimenti ai sensi dell'art. 2466 c.c.; è altresì escluso dalla società nei casi di dichiarazione di interdizione o di inabilitazione o di fallimento del socio medesimo, con

decisione assembleare, con il voto favorevole dei soci che rappresentino oltre la metà' del capitale sociale, non computandosi la quota di partecipazione del socio che può essere escluso.

L'esclusione è comunicata senza indugio al socio escluso e ha effetto trenta giorni dopo la spedizione della comunicazione.

Dall'invio della comunicazione di esclusione decorrono i termini di cui all'art. 2473 c.c. per la liquidazione della partecipazione al socio escluso, per la determinazione della quale si applicano i medesimi criteri del recesso.

Ai sensi dell'art. 2473-bis c.c. è esclusa la possibilità di liquidazione mediante riduzione del capitale sociale e pertanto, nel caso in cui risulti impossibile procedere altrimenti alla liquidazione della partecipazione, l'esclusione perde ogni effetto.

Se la società si compone di due soli soci l'esclusione di uno di essi è pronunciata dal Tribunale su domanda dell'altro.

Art. 11. Decisioni dei soci - Competenze e Modalità.

A) decisioni dei soci.

I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché' sugli argomenti che uno o più' amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci le decisioni sugli argomenti di cui all'art. 2479, co. 2 ce, e comunque:

a) le decisioni di compiere operazioni che comportano una sostanziale modifica dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;

b) l'assunzione di partecipazioni in altre imprese comportanti una responsabilità illimitata per le obbligazioni delle medesime.

B) maggioranze.

In deroga a quanto previsto dall'articolo 2479-bis c.c., in prima convocazione l'assemblea è validamente costituita e le decisioni, in sede assembleare, sono adottate con il voto favorevole di tanti soci che rappresentano almeno il 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale; in seconda convocazione è validamente costituita e le decisioni sono adottate con il voto favorevole di tanti soci che rappresentano almeno la maggioranza assoluta del capitale presente; impregiudicate le maggioranze previste dall'art. 2476 comma 5 c.c. e fatte salve eventuali inderogabili disposizioni di legge.

Devono essere computate nel quorum costitutivo, ma non devono essere computate nel quorum deliberativo, le quote per le quali non può essere esercitato il diritto di voto e le quote per le quali il diritto di voto non è stato esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi.

C) diritto di voto e socio moroso.

Hanno diritto di voto i soci iscritti nel libro dei soci.

Il voto del socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Il socio moroso non può partecipare alle decisioni dei soci.

Art. 12. Delibere assembleari.

A) convocazione dell'assemblea.

L'assemblea è convocata dall'organo amministrativo anche fuori della sede sociale, purché' in Italia. In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal collegio sindacale, se nominato, o da tanti soci che rappresentino almeno il 25% (venticinque per cento) del capitale.

L'assemblea è convocata con avviso spedito otto giorni prima o, se spedito successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire ai soci, agli amministratori e ai sindaci/sindaco, se nominati; sono considerati mezzi idonei anche il fax e la posta elettronica.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita.

B) assemblea totalitaria.

Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita se ad essa partecipa l'intero capitale sociale e se tutti gli amministratori e i sindaci/il sindaco, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Gli amministratori o i sindaci/il sindaco, se nominati, qualora non partecipino all'assemblea, devono rilasciare, prima del suo inizio, una dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione.

C) intervento in assemblea e deleghe.

Possono intervenire all'assemblea i soci iscritti nel libro soci.

I soci possono farsi rappresentare in ciascuna assemblea mediante delega scritta, che deve essere conservata dalla società, consegnata al delegato anche via telefax o via posta elettronica con firma digitale.

D) presidenza.

L'assemblea e' presieduta, a seconda della struttura dell'organo amministrativo, dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione o dall'amministratore piu' anziano; in caso di assenza o impedimento di questi, l'assemblea nomina, con il voto favorevole della maggioranza dei presenti, il presidente e il segretario, anche non socio, e, occorrendo, due scrutatori, anche non soci. Al presidente competono i poteri ordinatori e di verifica di cui all'art. 2479-bis n. 4 c.c.

E) mezzi di telecomunicazione.

L'assemblea può svolgersi anche con gli intervenuti presenti in più luoghi, audio e video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci. In tal caso, è necessario che sia consentito:

a) al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

b) al segretario di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

c) agli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione e alla votazione degli argomenti all'ordine del giorno;

d) che siano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi audio e/o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove sono presenti il presidente e il segretario.

F) verbale.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Art. 13. Amministrazione. La società può essere alternativamente amministrata:

a) da un amministratore unico;

b) da un consiglio di amministrazione composto da due a più membri, secondo il numero determinato all'atto della nomina;

c) da due o più amministratori con poteri disgiunti o congiunti, anche per singole materie, secondo quanto determinato all'atto della nomina.

La nomina degli amministratori e la scelta del sistema di amministrazione compete ai soci ai sensi dell'art. 2479 c.c.

L'amministrazione della società può essere affidata anche a soggetti che non siano soci.

Non possono essere nominati amministratori, e se nominati decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni di ineleggibilità e di decadenza previste dall'art. 2382 c.c.

Gli amministratori durano in carica per il periodo fissato all'atto della nomina; in mancanza di fissazione di un termine, essi durano in carica fino a revoca o dimissioni e sono rieleggibili. Nel caso in cui l'amministrazione sia affidata ad un consiglio di amministrazione, se per dimissioni o per altre cause viene a mancare la maggioranza dei consiglieri, gli amministratori rimasti in carica devono convocare d'urgenza l'assemblea per il rinnovo dell'intero consiglio.

Si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 c.c.

Devono essere autorizzate da una decisione dei soci le operazioni in cui un amministratore sia in conflitto di interessi con la società.

Art. 14. consiglio di amministrazione. Quando l'amministrazione è affidata ad un consiglio, questo elegge tra i suoi membri un presidente, qualora non vi abbia provveduto l'assemblea; può eleggere un vice presidente, designare uno o più amministratori delegati e può nominare un segretario, anche estraneo al consiglio. Il presidente del consiglio di amministrazione verifica la regolarità della costituzione del consiglio, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola il suo svolgimento e accerta i risultati delle votazioni.

In caso di consiglio composto da due membri, decade l'intero organo se vi è disaccordo sulla revoca del consigliere delegato.

Le decisioni del consiglio sono assunte con deliberazione collegiale.

Il consiglio si riunisce, anche in luogo diverso dalla sede sociale, purché nel territorio italiano.

Il consiglio è convocato dal presidente mediante avviso spedito a tutti gli amministratori e sindaci/sindaco, se nominati, almeno cinque giorni prima ed in caso di urgenza almeno due giorni lavorativi prima di quello fissato per l'adunanza, con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento. Il presidente ha la facoltà di fissare un calendario delle riunioni annualmente o semestralmente.

Il consiglio di amministrazione è comunque validamente costituito e atto a deliberare qualora, anche in mancanza di formale convocazione, siano presenti tutti gli amministratori e tutti i sindaci/sindaco effettivi, se nominati, fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

È ammessa la possibilità che le adunanze del consiglio si tengano per audio-videoconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito seguire la discussione ed intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati; verificandosi questi requisiti, il consiglio si considera tenuto nel luogo in cui si trova

il presidente e dove pure deve trovarsi il segretario, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

Le deliberazioni del consiglio sono valide con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri e sono prese a maggioranza assoluta dei voti dei presenti: in caso di parità di voto, la proposta è respinta.

Art. 15. Amministrazione congiuntiva o disgiuntiva. In sede di nomina di più amministratori, al momento della nomina i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente o disgiuntamente, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiunta e altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intendono attribuiti agli amministratori disgiuntamente.

In caso di amministrazione disgiuntiva, ciascun amministratore può opporsi all'operazione che l'altro amministratore voglia compiere. Persistendo il disaccordo, ciascun amministratore ha la facoltà di sottoporre la controversia alla decisione dei soci di cui al precedente art. 11.

Art. 16. Poteri dell'organo amministrativo. L'organo amministrativo gestisce l'impresa sociale e compie tutte le operazioni necessarie per il raggiungimento dell'oggetto sociale, fatta eccezione per le decisioni sulle materie riservate ai soci dall'art. 11 del presente statuto. Eventuali limiti ai poteri dell'organo amministrativo devono risultare nell'atto di nomina, impregiudicate le inderogabili competenze di legge.

Art. 17. Rappresentanza sociale. L'amministratore unico ha la rappresentanza della società.

In caso di nomina del consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati.

Nel caso di nomina di più amministratori, la rappresentanza della società spetta agli stessi congiuntamente o disgiuntamente, allo stesso modo in cui sono stati attribuiti, in sede di nomina, i poteri di amministrazione.

Art. 18. Compenso agli amministratori. L'assemblea stabilisce l'ammontare del compenso spettante agli amministratori in misura fissa o attribuendo una partecipazione agli utili o in altro modo determinato dall'assemblea stessa. L'assemblea inoltre può deliberare accantonamenti per indennità di fine rapporto.

Art. 19. Direzione. L'organo amministrativo può nominare anche per singoli affari, dirigenti e direttori tecnici, determinando a priori compensi, modalità e termini delle prestazioni, e può ad essi conferire procure per singoli affari, o per gruppi di affari, e procure institorie.

Art. 20. Organo di Controllo o Revisore. La società può nominare, ai sensi dell'articolo 2477, primo comma, c.c., un organo di controllo o un revisore. Tale nomina è obbligatoria nei casi previsti dal secondo e terzo comma dell'art. 2477 c.c.

L'organo di controllo, sia di nomina obbligatoria sia di nomina facoltativa, sarà costituito dal numero minimo di componenti previsto dalla Legge.

Ove nominato, l'organo di controllo, anche monocratico, avrà competenze e poteri previsti per il Collegio Sindacale in materia di società per azioni ed è soggetto alle disposizioni sul Collegio Sindacale previste per le società per azioni.

La revisione legale dei conti, ai sensi di legge, è esercitata dall'organo di controllo, salvo che l'assemblea deliberi di affidarla ad un revisore legale dei conti o ad una società di revisione legale.

Qualora, in alternativa all'organo di controllo e fuori dai casi di obbligatorietà dello stesso, la società nomini per la revisione legale dei conti un revisore o una società di revisione questi devono essere iscritti nell'apposito registro. Ove nominati si applicano al revisore o alla società di revisione tutte le norme previste per gli stessi in materia di società per azioni.

Art. 21. Bilancio e utili. L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno.

Alla fine di ogni esercizio sociale l'organo amministrativo compila il bilancio ai sensi e per gli effetti delle vigenti disposizioni di legge.

Il bilancio è presentato ai soci per l'approvazione entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio; qualora particolari esigenze, relative alla struttura ed all'oggetto della società, lo richiedano, il bilancio può essere approvato entro centottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio.

Sugli utili netti risultanti dal bilancio è dedotto il cinque per cento (5%) da assegnare alla riserva legale, fino a quando questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale; i rimanenti utili sono destinati secondo le decisioni dei soci.

La società potrà acquisire dai soci finanziamenti a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

Art. 22. Scioglimento. Nel caso di scioglimento e messa in liquidazione della società, l'assemblea nomina uno o più liquidatori ai sensi e per gli effetti dell'art. 2489 c.c., salve le eventuali specificazioni di cui all'art. 2487 c.c.

Art. 23. Clausola compromissoria. Qualsiasi controversia relativa all'interpretazione e all'esecuzione del presente atto o su qualunque altra materia inerente direttamente o indirettamente ai rapporti sociali e all'attuazione del rapporto associativo, tra soci, ovvero tra soci e società, ovvero controversie promosse da amministratori, liquidatori o sindaci/

sindaco, se nominati, nonché quelle promosse nei loro confronti, salvo le controversie nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, è devoluta ad un arbitro.

L'arbitro è nominato, su istanza della parte più diligente, dal presidente dell'ordine dei dottori commercialisti della città in cui ha sede legale la società, entro quindici giorni dalla predetta istanza. La sede dell'arbitrato è presso il domicilio dell'arbitro.

Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta, dalla parte più diligente, al Presidente del Tribunale del luogo in cui ha la sede la società.

L'arbitro decide, determinando anche le formalità di procedura e le modalità di ripartizione delle spese dell'arbitrato, entro novanta giorni dalla sua costituzione, secondo equità.

La presente clausola è disciplinata, anche per eventuali sue modifiche o soppressioni, dall'art. 34 D.Lgs. 17 gennaio 2003, n. 5.

Art. 24. Disposizioni generali. Per tutto quanto non previsto in ordine alle norme di organizzazione, funzionamento e scioglimento della società, le parti richiamano l'applicazione delle norme del codice civile e delle disposizioni di legge vigenti in materia."

Huitième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Pier Luca LOCATELLI, né à Trescore Balneario (BG), Italie, le 20 août 1958, demeurant à I-24064 Grumello del Monte (BG), Via Europa 23 (Italie).

Neuvième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Roberto PEREGO, commercialista, demeurant à I-24121 Bergamo, Passaggio Canonici Lateranensi 12 (Italie), tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille trois cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Sophie ERK, Antonio FERNANDES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 novembre 2012. Relation GRE/2012/4380. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 19 février 2013.

J. SECKLER.

Référence de publication: 2013026137/423.

(130031458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

Bodycarcare, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5533 Remich, 43, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 129.763.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013030328/9.

(130037293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

GCL Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 168.505.

Suite aux résolutions de l'associé unique en date du 18 février 2013 de la Société, les décisions suivantes ont été prises:

1. Démission du gérant B suivant en date du 18 février 2013:

Monsieur Martinus Cornelis Johannes Weijermans, né le 26 août 1970 à 's-Gravenhage, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en qualité de Gérant B de la société.

2. Nomination du gérant B suivant en date du 18 février 2013 pour une durée indéterminée:

Monsieur Patrick L.C. van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de Gérant B de la société.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la société est comme suit:

- Mr Patrick L.C. van Denzen, Gérant B

- Mr Tony Whiteman, Gérant B

- Mr Baodong Yu, Gérant A

- Mr Yee Ming Tong, Gérant A

- Mr Hua Shu, Gérant A

- Mr Ping Xie, Gérant A

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013030478/25.

(130036928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Crystaluxx S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 175.316.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the thirteenth of February

Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary in Luxembourg, the Undersigned.

THERE APPEARED

EPICRYSTAL INVESTMENT INC., a company existing under the laws of Republic of China, having its registered office 3F., No.132, Gongyi Rd., West Dist., Taichung City 403, Taiwan (R.O.C.)

hereby represented by Mrs Nicoletta Leone, private employee, professionally residing at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 15 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is acquisition, detention, the hiring and the development of all movable goods or real estate both in the Grand Duchy of Luxembourg everywhere else abroad.

The Corporation's purpose is also to take participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Corporation has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Corporation can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas as described above.

It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

The company can open branches in-and outside the country.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name “Crystaluxx S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company’s corporate capital is set at three million euros (EUR 3,000,000.-) represented by thirty thousand (30,000) shares of one hundred euros (EUR 100.-) each; all fully paid-up and subscribed.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders’ decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders’ meeting, in accordance with article 15 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company’s shares held by the single shareholder are freely transferable. In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum. In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

A manager may grant to any another manager, a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent’s responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers’ meetings.

Any manager can participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conférence or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting hear another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

If the managers are temporarily unable to act, the company’s affairs can be managed by the sole shareholder or, in case the company has more than one shareholder, by the shareholders acting under their joint signatures.

Art. 13. Towards third parties, the Company shall be, in case of a sole manager, bound by the sole signature of the Sole Manager and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any Manager, or by the signature of any person

to whom such power shall be delegated by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any Manager individually.

Art. 14. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 16. The Company's year starts on 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 17. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 19. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Subscription - Payment

The appearing party, represented as stated hereabove, declares to have fully paid the shares by contribution in cash, so that the amount of three million euros (EUR 3,000,000.-) is at the disposal of the Company; as has been evidenced to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the 31 December 2013.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand nine hundred euros (EUR 2,900.-).

Resolutions of the sole shareholder

1) The Company will be administered by the following managers:

- Jou Ming-Jiunn, born in Taipei City on the 15 day of February 1960 with professional address at 3F., No.132, Gongyi Rd., West Dist., Taichung City 403, Taiwan (R.O.C.)
- Fan Chin-Yung, born in Taipei City on the 17 day of December 1965 with professional address at 3F., No.132, Gongyi Rd., West Dist., Taichung City 403, Taiwan (R.O.C.)

- Tai Tzu-Hsiang, born in Taiwan on the 8 day of March 1972 with professional address at No.22, Keya Rd., Central Taiwan Science Park, Taichung, Taiwan, R.O.C.

2) The address of the corporation is set at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le treize février

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A COMPARU

EPICRYSTAL INVESTMENT INC., une société dûment constituée et existante selon les lois de République de Chine, ayant son siège social au 3F., No.132, Gongyi Rd., West Dist., Taichung City 403, Taiwan (R.O.C.)

ici représentée par Madame Nicoletta Leone, employée privée, demeurant professionnellement 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 15, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la location et la mise en valeur de tous biens mobiliers ou immobiliers tant au Grand-Duché de Luxembourg que partout ailleurs à l'étranger.

L'objet de la Société est, également, aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger et sous quelque forme que ce soit, toutes activités industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, qui sont directement ou indirectement en relation avec la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés dont l'objet consiste en toutes activités, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et le développement, permanent ou temporaire, du porte feuille créé dans ce but, pour autant que la société sera considérée comme une société de participations financières conformément aux lois applicables.

La Société peut prendre des participations de toutes façons dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou en relation, ou qui peuvent favoriser le développement ou l'extension de ses activités.

Il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

La société pourra ouvrir des succursales aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: «Crystaluxx S.à r.l.»

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à trois millions d'euros (EUR 3.000.000,-) représenté par trente mille (30.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour

cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 15 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Un gérant pourra délivrer à tout autre gérant, une procuration aux fins de le représenter à tout Conseil de gérance. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Chacun des gérants peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique (conference-call), vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion d'être en mesure d'entendre les autres participants. La participation à une réunion, par ces moyens, est équivalente à une participation en personne à cette réunion.

Si les gérants sont temporairement dans l'impossibilité d'agir, la société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Art. 13. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée, en cas de gérant unique, par la seule signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un seul gérant, ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout Gérant.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 15. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 16. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intermédiaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intermédiaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 19. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 20. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.»

Souscription - Libération

La partie comparante, représentée comme dit-est, a déclaré que toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de trois millions d'euros (EUR 3.000.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ deux mille neuf cents euros (EUR 2.900,-).

Décision de l'associé unique

1) La Société est administrée par les gérants suivants:

- Jou Ming-Jiunn, né à Taipei City le 15 février 1960 demeurant professionnellement à 3F., No.132, Gongyi Rd., West Dist., Taichung City 403, Taiwan (R.O.C.)
- Fan Chin-Yung, né à Taipei City le 17 décembre 1965 demeurant professionnellement à 3F., No.132, Gongyi Rd., West Dist., Taichung City 403, Taiwan (R.O.C.)
- Tai Tzu-Hsiang, né à Taiwan le 8 mars 1972 demeurant professionnellement à No.22, Keya Rd., Central Taiwan Science Park, Taichung, Taiwan, R.O.C.

2) L'adresse de la Société est fixée au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signe: N. LEONE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 18 février 2013. Relation: LAC/2013/7259. Reçu Soixante-Quinze Euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 20 février 2013.

Référence de publication: 2013025735/290.

(130031017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

Audace S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 39.241.

Le Bilan au 30.06.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013030293/10.

(130037538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Alpha Perseus Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 114.933.

Extrait des résolutions adoptées en date du 30 janvier 2013, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société ALPHA PERSEUS CAPITAL S.A.

Monsieur Thierry TRIBOULOT a démissionné de son mandat d'administrateur de la société avec effet au 7 janvier 2013.

Madame Noeleen GOES-FARRELL, née à Baile Atha Cliath (Dublin), Irlande, le 28 décembre 1966, et résidant professionnellement à 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été nommé administrateur de la société avec effet au 7 janvier 2013.

Son mandat prendra fin le 7 novembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ALPHA PERSEUS CAPITAL S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013030277/19.

(130037368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

K Agamemnon S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 135.120,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 160.311.

In the year two thousand thirteen, on the sixteenth day of January.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Resolution III Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 8,100,000 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 130.916 (the Sole Shareholder),

in its capacity as sole shareholder of K Agamemnon S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 135,120 represented by one thousand one hundred and twenty-five (1,125) class A shares and one (1) class B share quotas of one hundred twenty Pound Sterling (GBP 120) each and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 160.311 (the Company),

here represented by Annick Braquet, with a professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The Company has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on April 14, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on June 24, 2011, under number 1380. The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed drawn up by the undersigned notary, on December 12, 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. the agenda of the present meeting is worded as follows:

1. Amendment and complete restatement of the articles of association (the articles) of the Company, including the provision of the current Articles in connection with the Company's corporate object which shall henceforth read as follows:

“ Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is to (i) acquire shares or interests of the Owned Entity on a side-by-side basis with, and on equivalent terms and conditions to, the Fund, and to fund investments therein on a pro rata basis and pay the Company's pro rata share (based on the ownership of shares in the Owned Entity) of related expenses associated with the acquisition and financing of the Property or direct or indirect interests therein; (ii) make loans to PropCo for purposes of the Investment; and/or (iii) pending their application in accordance with the immediately preceding (i) and (ii) or their return to the shareholders, to make investments in Temporary Investments.

3.2. The purpose and nature of the business to be conducted by the Company is to indirectly acquire and invest in the Property and to hold, maintain, manage, improve, renovate, rehabilitate, operate, lease, sell and otherwise use for profit such Property, through the Owned Entity or through investments by the Owned Entity in PropCo or other Subsidiaries and to borrow, through the Owned Entity, PropCo or through other Subsidiaries, through unsecured loans in connection with the Property or loans secured by the Property or the other assets of the Company, and to engage in any and all activities related or incidental thereto (the Investment). The Company is empowered to do any and all acts and things necessary, appropriate, proper, advisable, incidental to or convenient for the furtherance and accomplishment of the purposes and business described herein and for the protection and benefit of the Company, including, without limitation, the power to dispose, or cause the disposition, in any manner, of any of the foregoing property interests, or interests therein, in whole or in part.”

2. Acknowledgment of the resignation of Nicola Foley as manager of the Company;

3. Acknowledgment that Gerard Van Hunen and Lux Business Management S.à r.l. remain managers of the Company for an indefinite period; and

4. Miscellaneous.

III. The Sole Shareholder, acting through its proxyholder, has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and completely restate the Articles taking into account the preceding agenda. The Articles shall henceforth read as follows:

“I. Definitions

Capitalized Terms used herein but neither defined in this Section I nor in these articles of association shall have the meaning ascribed to them in the Shareholders' Agreement (defined herebelow).

Affiliate of any person means any person that, directly or indirectly through one or more intermediaries, controls, is controlled by or is under common control with such person. the term “control” means the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of a person, whether through ownership of voting securities, by contract or otherwise. Neither the Company nor the Owned Entity will be deemed to be an affiliate of any shareholder;

Affiliate Transferee has the meaning set forth in article 6.3. of the Articles;

Articles means the articles of association of the Company as amended from time to time;

Board has the meaning set forth in article 7.1 of the Articles;

Business Day means a day which is not a Saturday, Sunday or other day on which the banks in New York City and Luxembourg are opened;

Call Shares has the meaning set forth in the Shareholders' Agreement;

Class A Shares means collectively the class A ordinary shares with a par value of one hundred twenty Pound Sterling (GBP 120) each, issued from time to time by the Company;

Class B Shares means collectively the class B ordinary shares with a par value of one hundred twenty Pound Sterling (GBP 120) each, issued from time to time by the Company;

Distributable Proceeds means the excess of (a) the cash flow of the Company for a Fiscal Period net of all reasonable expenses of the Company for such Fiscal Period over (b) the amount of necessary cash reserves (if any) of the Company, as reasonably determined by the Board in accordance to the Law;

Expiration Date has the meaning set forth in article 4.1(i) of the Articles;

Fiscal Period means each fiscal quarter as may be established by the Board; provided that, except as required by applicable law or regulation, the Board shall not modify the Fiscal Period in a manner that would adversely affect the shareholders in any material respect; provided, further, that upon any modification of the Fiscal Period, the Board shall

make such equitable adjustments as it reasonably determines to be necessary to avoid any adverse impact on the timing or amount of distributions under article 14.4(i);

Fiscal Year has the meaning set forth in article 13.1 of the Articles;

Fund means, collectively, Resolution Real Estate Fund III, L.P. and Resolution Real Estate Fund III TE, L.P.;

Interest means shares and related claims;

Investment has the meaning set forth in article 3.2 of the Articles;

Law means the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended;

Liquidator has the meaning set forth in article 16.3 of the Articles;

Owned Entity means Agamemnon S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg;

Person means any individual, partnership, company, joint venture, corporation, association, limited liability company, trust, unincorporated organization, government or any department or agency thereof or any other entity;

Property means the freehold property at Triton Court, 14-18, Finsbury Square, London, EC2A 1BR registered at the Land Registry under title number NGL816758;

PropCo means Finsbury Square (Triton Court 2012) Limited Partnership;

Reserved Matter has the meaning set forth in article 8.1 of the Articles;

Resolution means Resolution Fund Management Limited, or any Affiliates thereof or successors or assigns thereof;

Shareholders' Agreement means a shareholders' agreement entered between the Company and all its shareholders from time to time as the case may;

Subsidiary or Subsidiaries of any Person means any corporation, partnership, limited liability company, joint venture or other legal entity of which such Person (either alone or through or together with any other subsidiary) owns, directly or indirectly, more than fifty percent (50%) of the stock or other equity interests (or otherwise controls), the holders of which are generally entitled to vote for the election of the board of directors or other governing body of such corporation or other legal entity, and any partnership of which such Person serves as general partner;

Temporary Investments means negotiable instruments or securities consisting of one or more of the following: (a) pound sterling, euro or a claim on the European Central Bank; (b) securities (i) issued or directly and fully guaranteed or insured by a government or any agency of a member of the European Union or instrumentality of such a government (provided that the full faith and credit of a member of the European Union is pledged in support of those securities), or (ii) which are denominated in euro and are issued by, or directly and fully guaranteed or insured by a member of the European Union, or any agency or instrumentality thereof (provided that the full faith and credit of such member is pledged in support of those securities), in each case, having a maturity of not more than twelve (12) months from the date of acquisition; (c) certificates of deposit and Eurodollar time deposits with maturity dates of twelve (12) months or less from the date of acquisition issued by a bank or financial institution; provided, that such bank has net assets of not less than £ 500 million (or, to the extent non sterling denominated, the sterling equivalent thereof) and is rated P 1 by Moody's Investors Service, Inc. or A 1 by Standard and Poor's Rating Services or the equivalent rating category of another internationally recognized rating agency; (d) repurchase obligations with a term of not more than seven (7) days for underlying securities of the types described in clauses (b) and (c) above entered into with any financial institution meeting the qualifications specified in clause (c) above; (d) commercial paper issued by a corporation that is not an Affiliate of Resolution maturing no more than 360 days from the date of its creation and, at the time of acquisition, having a rating of at least P 1 from Moody's Investors Service, Inc. and A 1 from Standard and Poor's Rating Services or the equivalent rating category of another internationally recognized rating agency; (e) marketable direct obligations of any member of the European Union rated at least "AAA" or the equivalent thereof by both Moody's Investors Service, Inc. and Standard and Poor's Rating Services, or obligations fully and unconditionally guaranteed by one of those sovereign nations (or any agency thereof), of the type and maturity described in clauses (a) through (e) above, which have ratings described in such clauses; and (f) money market funds at least 95% of the assets of which constitute equivalents of the items described in clauses (a) through (f) herein above; and

Transfer means, directly or indirectly, the offer, transfer, sale, assignment, mortgage, pledge, encumbrance, hypothecation or other disposition of any Interest (in the form of shareholder loans or otherwise).

II. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "K Agamemnon S.à r.l.". The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the Law and the Articles.

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the Board. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is to (i) acquire shares or interests of the Owned Entity on a side-by-side basis with, and on equivalent terms and conditions to, the Fund, and to fund investments therein on a pro rata basis and pay the Company's pro rata share (based on the ownership of shares in the Owned Entity) of related expenses associated with the acquisition and financing of the Property or direct or indirect interests therein; (ii) make loans to PropCo for purposes of the Investment; and/or (iii) pending their application in accordance with the immediately preceding (i) and (ii) or their return to the shareholders, to make investments in Temporary Investments.

3.2. The purpose and nature of the business to be conducted by the Company is to indirectly acquire and invest in the Property and to hold, maintain, manage, improve, renovate, rehabilitate, operate, lease, sell and otherwise use for profit such Property, through the Owned Entity or through investments by the Owned Entity in PropCo or other Subsidiaries and to borrow, through the Owned Entity, PropCo or through other Subsidiaries, through unsecured loans in connection with the Property or loans secured by the Property or the other assets of the Company, and to engage in any and all activities related or incidental thereto (the Investment). The Company is empowered to do any and all acts and things necessary, appropriate, proper, advisable, incidental to or convenient for the furtherance and accomplishment of the purposes and business described herein and for the protection and benefit of the Company, including, without limitation, the power to dispose, or cause the disposition, in any manner, of any of the foregoing property interests, or interests therein, in whole or in part.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for a limited duration until the earlier of:

- (i) December 31, 2020 (the Expiration Date);
- (ii) the sale of all assets of, or dissolution of, the Owned Entity, provided that unless otherwise determined by the Board, a sale of the assets of the Owned Entity for consideration consisting of securities or interests in another Person shall not result in termination of the Company; and
- (iii) the dissolution of the Fund.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

III. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at one hundred thirty-five thousand one hundred and twenty Pound Sterling (GBP 135,120) represented by one thousand one hundred and twenty-five (1,125) Class A Shares and one (1) Class B Share of one hundred twenty Pound Sterling (GBP 120) each.

The Class A Shares and the Class B Shares are individually referred to as a Share and together as the Shares.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

6.2. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing 100% of the share capital.

6.3. Class A holders may transfer all or part of its Class A Shares subject to the approval of the Board and the shareholders, which approval shall not be unreasonably withheld, to an entity with a common ultimate beneficial owner as such Class A holder (an Affiliate Transferee); provided that such transfer shall not result in material adverse legal, tax or regulatory consequences to the Company.

6.4. Transfers of Shares shall not be valid prior to the earlier of (i) termination of a shareholders' agreement if any; or (ii) the fifth anniversary date of the incorporation of the Company, except for (i) any transfer by the Class B holders to the Fund or the Fund GP or any other Affiliate of Resolution and (ii) any transfer by the Class A holders to another Person with the prior written consent of the Board in its sole discretion; and (iii) any transfer by the Class A holders to an Affiliate Transferee in accordance with article 6.3 of the Articles.

6.5. A transfer of Shares shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. The Board shall not register any transfer of Shares in the shareholder's register of the Company made in violation of articles 6.2, 6.3 and 6.4. hereabove.

6.7. The shareholder's register of the Company shall be kept at the registered office of the Company in accordance with article 185 of the Law and may be examined by each shareholder upon request.

IV. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by a board of managers (the Board) appointed by resolution of shareholders which set the term of their office. The Board shall make decisions on all matters relating to the Company, not otherwise reserved to the decisions of the shareholders.

7.2. The Board shall consist of two (2) or more managers (the Managers) all of whom shall be appointed among candidates nominated by the holders of Class B Shares.

7.3. The Managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders. In the event of a vacancy in the office of a Manager for any reason (including removal pursuant to the preceding sentence), the vacancy shall be filled by another Manager of the same class appointed by the shareholders, as promptly as practical.

7.4. Whenever a shareholder ceases, for whatever reason, to be a shareholder, the Manager nominated by it will terminate ipso jure its mandate as manager of the Board, without payment of compensation for loss of office or otherwise.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object. Notwithstanding the foregoing, the Company shall not take any of the following actions nor cause of any of its direct or indirect Subsidiaries, including the Owned Entity and PropCo, if applicable, to take any of the following actions without the prior written consent of the shareholders (each a Reserved Matter and collectively, the Reserved Matters):

(i) except in connection with a permitted Transfer under article 6 hereabove, admit any Person as a shareholder of the Company; or

(ii) dispose of any direct or indirect interests in the Property unless the Fund is disposing of a pro rata portion (based on the relative capital contributions by the Fund and the Company in the Property, directly or indirectly) of the Fund's director or indirect interests in the Property at the same time and on substantially the same terms as the Company.

8.2. The Board shall amend the Company shareholders' register in order to reflect the change of ownership of the Call Shares and proceed with the filing of such transfer with the Luxembourg register of commerce and companies in case of completion of the sale and purchase of the Call Shares.

8.3. The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.4. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of two (2) Manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all Managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A Manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A Manager may grant to another Manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions are validly taken by the majority of the votes cast.

(vi) Any Manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the Managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.5. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) Managers.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Liability of the managers - Indemnification.

9.1. The Managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles, the Law and the Managers

have not made those commitments with gross negligence, in bad faith or were the result of a material breach of the Shareholders' Agreement or wilful misconduct or fraud.

9.2. The Company shall indemnify a Manager from and against any and all losses, claims, damages, liabilities, joint or several, expenses (including reasonable legal fees and expenses), judgments, fines, settlements, and other amounts arising from any and all claims, demands, actions, suits or proceedings, including but not limited to administrative or investigative, that directly relate to the operations of the Company, and of those that directly relate to the operation of the Owned Entity, PropCo or any Subsidiary in which any Manager may be involved, or is threatened to be involved, as a party or otherwise, unless it is established that: (i) the act or omission of the Manager was material to the matter giving rise to the proceeding and either was committed with gross negligence, in bad faith or was the result of a material breach of the Shareholders' Agreement or wilful misconduct or fraud; (ii) the Manager actually received an improper personal benefit in money, property or services; or (iii) in the case of any proceeding, the Manager had reasonable cause to believe that the act or omission was unlawful; provided, however, that the provisions of this article shall not apply to any action or proceeding to the extent that such Manager is a plaintiff in such action or proceeding. The termination of any proceeding by judgment, order or settlement does not create a presumption that the Manager did not meet the requisite standard of conduct set forth in this article. The termination of any proceedings by conviction of, or judgment given against, the Manager, or upon a plea of nolo contendere or its equivalent being entered by the Manager (where possible in the relevant jurisdiction) or an entry of an order or probation prior to judgment, creates a rebuttable presumption that the Manager acted in a manner contrary to that specified in this article. Any indemnification pursuant to this article shall be made only out of the assets of the Company.

V. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

10.1. Powers and voting rights

- (i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).
- (ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).
- (iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

- (i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.
- (ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.
- (iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each Manager shall be entitled to count the votes.
- (iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.
- (v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.
- (vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.
- (vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.
- (viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.
- (ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.
- (x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 11. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

VI. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The fiscal year for the Company (the Fiscal Year) for tax and accounting purposes shall be the 12-month (or shorter) period beginning and ending on the last day of December of each year.

12.2. The books of account and records of the Company shall be audited as of the end of each Fiscal Year in accordance with generally accepted auditing standards by the Company's external auditor, which shall be a reputable firm of chartered accountants in Luxembourg.

12.3. Within 60 days after the end of each Fiscal Period of each Fiscal Year of the Company, the Board shall send to each Person who was a Shareholder during such period an unaudited report setting forth the following as of the end of such Fiscal Period:

- (i) unless such Fiscal Period is the last Fiscal Period of the Fiscal Year, a balance sheet as of the end of such period; and
- (ii) unless such Fiscal Period is the last Fiscal Period of the Fiscal Year, an income statement of the Company for such period.

12.4. Within 90 days after the end of each Fiscal Year of the Company, the Board shall send to each Person who was a shareholder during such period an audited report setting forth the following as of the end of such Fiscal Year:

- (i) a balance sheet as of the end of such Fiscal Year; and
- (ii) an income statement and statement of cash flow of the Company for such Fiscal Year.

12.5. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

12.6. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

12.7. The annual General Meeting (if held) shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, within six (6) months following the end of the financial year.

Art. 13. Auditors.

13.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

13.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed in accordance with article 14.4 herebelow, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

14.4. At the end of each calendar quarter, the Company shall allocate and distribute Distributable Proceeds as follows:

(i) First, 100% to the holder of the Class A Shares until such holder shall have received distributions, pursuant to article 14.4 (i) and (iii) equal to a 6% cumulative annual return compounded quarterly on its aggregate Capital Contributions to the Company;

(ii) Second, 100% to the holder of the Class A Shares until such holder shall have received distributions being made pursuant to this article 14.4 (ii) equal to its aggregate Capital Contributions to the Company; and

(iii) Third, 100% to the holders of the Class A Shares and the Class B Shares allocated ninety percent (90%) to the holder of Class A Shares and ten percent (10%) to the holder of Class B Shares.

VII. Dissolution - Liquidation

15.1 The Company shall be dissolved upon the occurrence of the first of the following events:

(i) the decision the Board to dissolve and subsequently terminate the Company;

(ii) the Expiration Date;

(iii) the sale of all assets of, or dissolution of, the Owned Entity, provided that unless otherwise determined by Board, a sale of the assets of the Owned Entity for consideration consisting of securities or interests in another Person shall not result in dissolution of the Company;

(iv) the dissolution of the Fund.

15.2 The Company may be dissolved at any time in accordance with article 15.1 hereabove by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

15.3 After payment of all creditors of the Company the remaining assets of the Company shall be applied and distributed in accordance with article 14.4(i).

VIII. General provisions

16.1 Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

16.2 Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a Manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

16.4. To the extent applicable, the shareholders hereby confirm that damages alone would be an inadequate remedy for a breach or threatened breach of these articles and agree that, in the event of a breach or threatened breach of any article hereof, the respective rights and obligations hereunder shall be enforceable by an order for specific performance (condamnation à l'exécution en nature), injunction or other equitable remedy, but, nothing herein contained is intended to, nor shall it, limit or affect any right or rights at law or by statute or otherwise of a shareholder aggrieved as against the other for a breach or threatened breach of any article hereof. It is expressly agreed by the shareholders that the provisions contained in article 1142 of the Luxembourg Civil Code shall be waived and not be applicable to these Articles or the obligations and rights contained therein.

16.5 All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time."

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge the resignation of Nicola Foley from her mandate as manager of the Company with affect as of the date hereof.

The Sole Shareholder further resolves not to grant discharge to Nicola Foley for her activities undertaken as manager of the Company for the time being.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge that Gerard Van Hunen and Lux Business Management S.à r.l. remain managers of the Company for an indefinite period.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the latter signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seizième jour de janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Resolution III Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de EUR 8.100.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.916 (l'Associé Unique),

agissant en sa qualité d'associé unique de K Agamemnon S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de GBP 135.120 représenté par mille cent vingt-cinq (1.125) parts sociales de classe A et une (1) part sociale de classe B de cent vingt livres sterling (GBP 120) chacune et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.311 (la Société),

représentée par Annick Braquet, avec adresse professionnelle à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La Société a été constituée suivant acte du notaire instrumentant le 14 avril 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 24 juin 2011 sous le numéro 1380. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant le 12 décembre 2012, acte qui n'est pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. L'Associé Unique possède la totalité des parts sociales dans le capital social de la Société;

II. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification et refonte intégrale des statuts de la Société (les Statuts), y compris les stipulations des Statuts actuels relatives à l'objet social de la Société, qui aura dès lors la teneur suivante:

« Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est (i) l'acquisition de parts ou de titres dans l'Entité Détenue en parallèle avec, et selon des termes et conditions équivalents, dans le Fonds, et le financement d'investissements dans celui-ci de manière proportionnelle et le paiement de la quote-part proportionnelle de la Société (sur base de la propriété des parts dans l'Entité Détenue) sur les dépenses connexes liées à l'acquisition et au financement de la Propriété ou des intérêts directs ou indirects qui y sont rattachés; (ii) l'octroi de prêts à PropCo aux fins de l'Investissement; et/ou (iii) dans l'attente du traitement de leur demande conformément aux points (i) et (ii) précédents ou de leur rendement aux associés, l'investissement dans des Placements Temporaires.

3.2. L'objet et la nature de l'activité qui sera menée par la Société consiste à acquérir indirectement et à investir dans la Propriété et à détenir, entretenir, gérer, améliorer, rénover, réhabiliter, exploiter, louer, vendre et utiliser autrement ladite Propriété à des fins lucratives, par le biais de l'Entité Détenue ou grâce à des investissements réalisés par l'Entité Détenue dans PropCo ou d'autres Filiales et à emprunter, par le biais de l'Entité Détenue, PropCo et d'autres Filiales, via des prêts non garantis en relation avec la Propriété ou des prêts garantis par la Propriété ou les autres actifs de la Société, et à entreprendre toutes activités liées ou accessoires (l'Investissement). La Société est habilitée à effectuer tous actes et choses nécessaires, appropriées, correctes, recommandées, accessoires ou pratique pour l'avancement et la réalisation des objets et affaires décrites dans les présentes et pour la protection et au bénéfice de la Société, y compris, notamment, le pouvoir de disposer de, ou de provoquer la vente, de quelque manière que ce soit, des droits de propriété ci-dessus, ou les intérêts s'y rattachant, en tout ou en partie.»

2. Prise d'acte de la démission de Nicola Foley comme gérant de la Société;

3. Prise d'acte que Gerard van Hunen et Lux Business Management S.à r.l. resteront gérants de la Société pour une durée indéterminée; et

4. Divers.

III. L'Associé Unique, agissant par son mandataire, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier et de refondre intégralement les Statuts en tenant compte l'ordre du jour mentionné ci-dessus. Les Statuts auront dès lors la teneur suivante:

«I. Définitions

Les termes en majuscule utilisés dans les présentes mais qui ne sont ni définis dans cette section I ni dans les présents statuts auront la signification qui leur est attribuée dans le Pacte d'Associés (défini ci-dessous).

Affilié de toute personne signifie toute personne qui, directement ou indirectement par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires, contrôle, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun de cette personne. Le terme «contrôle» signifie la possession, directe ou indirecte, du pouvoir de diriger ou d'influer sur la gestion et de la politique d'une personne, que ce soit par la possession de droits de vote, par contrat ou autrement. Ni la Société ni l'Entité Détenue ne seront considérées comme affiliées à un quelconque associé;

Cessionnaire Affilié a la signification qui lui est attribuée à l'article 6.3 des Statuts;

Statuts signifie les statuts de la Société tels que modifiés dans le temps;

Conseil a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.1 des Statuts;

Jour Ouvrable signifie un jour autre qu'un samedi, un dimanche ou autre pendant lequel les banques sont ouvertes à New-York et à Luxembourg;

Parts Sociales Appelées a la signification qui lui est attribuée dans le Pacte d'Associés;

Parts Sociales de Classe A signifie collectivement les parts sociales ordinaires de classe A ayant une valeur nominale de cent vingt livres sterling (GBP 120,-) chacune, émises dans le temps par la Société;

Parts Sociales de Classe B signifie collectivement les parts sociales ordinaires de classe B ayant une valeur nominale de cent vingt livres sterling (GBP 120,-) chacune, émises dans le temps par la Société;

Produits Distribuables signifie l'excédent (a) du flux de trésorerie de la Société pour une Période Fiscale, net de tous les frais raisonnables de la Société pour cette Période Fiscale sur (b) le montant des réserves en espèces nécessaires (le cas échéant) de la Société, tel que raisonnablement déterminé par le Conseil conformément à la Loi;

Date d'Expiration a la signification qui lui est attribuée à l'article 4.1(i) des Statuts;

Période Fiscale signifie chaque période fiscale trimestrielle pouvant être établie par le Conseil, à condition que, sauf si requis par la loi ou la réglementation applicable, le Conseil ne modifie pas la Période Fiscale d'une manière qui porterait atteinte aux associés de manière essentielle, à condition, également, que lors d'une modification de la Période Fiscale, le Conseil fasse les ajustements équitables qu'il juge raisonnablement nécessaires afin d'éviter tout impact négatif sur le calendrier ou le montant des distributions prévues à l'article 14.4(i);

Exercice social a la signification qui lui est attribuée à l'article 13.1 des Statuts;

Fonds signifie, collectivement, Resolution Real Estate Fund III, L.P. et Resolution Real Estate Fund III TE, L.P.;

Intérêt signifie les parts sociales et les créances qui y sont rattachées;

Investissement a la signification qui lui est attribuée à l'article 3.2 des Statuts;

Loi signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

Liquidateur a la signification qui lui est attribuée à l'article 16.3 des Statuts;

Entité Détenue signifie Agamemnon S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg;

Personne signifie un individu, entreprise, société, co-entreprise, personne morale, association, société à responsabilité limitée, fiducie, organisation non constituée en société, un gouvernement ou tout département ou agence de ce dernier ou toute autre entité;

Propriété signifie la propriété freehold à Triton Court, 14-18, Finsbury Square, Londres, EC2A 1BR immatriculée au Land Registry sous le numéro NGL816758

PropCo signifie Finsbury Square (Triton Court 2012) Limited Partnership;

Matières Réservées a la signification qui lui est attribuée à l'article 8.1 des Statuts;

Resolution signifie Resolution Fund Management Limited, ou tout Affilié de ce dernier ou tous les successeurs ou ayants droit;

Pacte d'Associés signifie un pacte d'associés éventuellement conclu dans le temps entre la Société et tous ses associés;

Filiale ou Filiales de toute Personne signifie toute entreprise, société, société à responsabilité limitée, association volontaire ou toute autre entité juridique dans laquelle cette Personne (que ce soit seule ou par le biais ou avec toute autre filiale) détient, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50%) des actions ou autres intérêts en capital (ou qui les contrôle autrement), les propriétaires de ces titres ayant généralement droit de vote à l'élection du conseil de gestion ou de tout autre organe de gestion de cette société ou toute autre entité juridique, et toute société dans laquelle cette Personne exerce à titre de commandité;

Placements Temporaires signifie des instruments négociables ou des titres ayant en une ou plusieurs des caractéristiques suivantes: (a) livre sterling, euro ou une créance sur la Banque Centrale Européenne; (b) des titres (i) émis ou garantis directement et entièrement ou assurés par un gouvernement ou tout autre organisme d'un membre de l'Union Européenne ou instrument d'un tel gouvernement (à condition qu'un membre de l'Union Européenne garantisse de pleine foi ces titres), ou (ii) qui sont libellés en euro et qui sont émis par, ou garantis directement et entièrement ou assurés par un membre de l'Union Européenne, ou un organisme ou instrument de celle-ci (à condition qu'un membre de l'Union Européenne garantisse de pleine foi ces titres), dans chaque cas, ayant une échéance de maximum douze (12) mois à compter de la date d'acquisition; (c) certificats de dépôt et dépôts à terme en euros dont l'échéance est de douze (12) mois ou moins à partir de la date d'acquisition, émis par une banque ou une institution financière, à condition que

les actifs nets de cette banque soient d'au moins £ 500 millions (ou, dans la mesure où la livre sterling n'est pas la devise, l'équivalent de celle-ci) cotée P1 par l'agence de notation Moody's Investors Service, Inc. ou A1 par l'agence de notation Standard and Poor's Rating Services ou la catégorie de notation équivalente d'une autre agence de notation internationale reconnue; (d) les obligations de rachat d'une durée ne dépassant pas sept (7) jours pour les titres sous-jacents des types décrits aux paragraphes (b) et (c) ci-dessus, conclues avec une institution financière répondant aux conditions prévues à l'alinéa (c) ci-dessus; (e) papier commercial émis par une société qui n'est pas un Affilié de Resolution dont l'échéance ne dépasse pas 360 jours à compter de la date de sa création et, au moment de l'acquisition, ayant une cote d'au moins P1 de l'agence de notation Moody's Investors Service, Inc. et A1 de l'agence de notation Standard and Poor's Rating Services ou une cotation équivalente d'une autre agence de notation internationale reconnue; (f) des obligations directes négociables de n'importe quel membre de l'Union Européenne cotées à au moins «AAA» ou son équivalent à la fois par l'agence de notation Moody's Investors Service, Inc et l'agence de notation Standard and Poor's Rating Services, ou des obligations entièrement et inconditionnellement garanties par une de ces nations souveraines (ou l'un de ses organismes), du type et de la maturité visés aux paragraphes (a) à (e) ci-dessus, qui ont des cotes décrites dans ces clauses, et (g) des fonds du marché monétaire dont au moins 95% des actifs constituent des équivalents des éléments décrits aux paragraphes (a) à (f) ci-dessus; et

Cession signifie, de manière directe ou indirecte, l'offre, la cession, la vente, l'affectation, l'hypothèque, le nantissement, la charge, l'affectation en garantie ou tout autre aliénation de tout Intérêt (sous la forme de prêt d'associés ou non).

II. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «K Agamemnon S.à r.l.». La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la Loi et les présents Statuts.

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du Conseil. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est (i) l'acquisition de parts ou de titres dans l'Entité Détenue en parallèle avec, et selon des termes et conditions équivalents, dans le Fonds, et le financement d'investissements dans celui-ci de manière proportionnelle et le paiement de la quote-part proportionnelle de la Société (sur base de la propriété des parts dans l'Entité Détenue) sur les dépenses connexes liées à l'acquisition et au financement de la Propriété ou des intérêts directs ou indirects qui y sont rattachés; (ii) l'octroi de prêts à PropCo aux fins de l'Investissement; et/ou (iii) dans l'attente du traitement de leur demande conformément aux points (i) et (ii) précédents ou de leur rendement aux associés, l'investissement dans des Placements Temporaires.

3.2. L'objet et la nature de l'activité qui sera menée par la Société consiste à acquérir indirectement et à investir dans la Propriété et à détenir, entretenir, gérer, améliorer, rénover, réhabiliter, exploiter, louer, vendre et utiliser autrement ladite Propriété à des fins lucratives, par le biais de l'Entité Détenue ou grâce à des investissements réalisés par l'Entité Détenue dans PropCo ou d'autres Filiales et à emprunter, par le biais de l'Entité Détenue, PropCo et d'autres Filiales, via des prêts non garantis en relation avec la Propriété ou des prêts garantis par la Propriété ou les autres actifs de la Société, et à entreprendre toutes activités liées ou accessoires (l'Investissement). La Société est habilitée à effectuer tous actes et choses nécessaires, appropriées, correctes, recommandées, accessoires ou pratique pour l'avancement et la réalisation des objets et affaires décrites dans les présentes et pour la protection et au bénéfice de la Société, y compris, notamment, le pouvoir de disposer de, ou de provoquer la vente, de quelque manière que ce soit, des droits de propriété ci-dessus, ou les intérêts s'y rattachant, en tout ou en partie.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée limitée jusqu'à l'occurrence du premier des trois facteurs suivants:

- (i) 31 décembre 2020 (la Date d'Expiration);
- (ii) la vente de tous les actifs de, ou la dissolution de l'Entité Détenue, à condition que, sauf décision contraire du Conseil, une vente des actifs de l'Entité Détenue en contrepartie de titres ou intérêts dans une autre Personne n'entraînera pas la dissolution de la Société; et
- (iii) la dissolution du Fonds.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

III. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à cent trente-cinq mille cent vingt livres sterling (GBP 135.120), représenté par mille cent vingt-cinq (1.125) Parts Sociales de Classe A et une (1) Part Sociale de Classe B, de cent vingt livres Sterling (GBP 120) chacune.

Les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B sont individuellement désignées comme une Part Sociale et ensemble comme les Parts Sociales.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les Parts Sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant 100% du capital social.

6.3. Les propriétaires de Classe A peuvent céder tout ou partie de leurs Parts Sociales de Classe A sous réserve de recevoir l'approbation du Conseil et des associés, ladite approbation ne pourra être refusée de manière déraisonnable, à une entité ayant le même bénéficiaire économique ultime que ledit propriétaire de Classe A (un Cessionnaire Affilié); à condition que ladite cession n'implique pas de conséquences légales, fiscales ou réglementaires défavorables importantes pour la Société.

6.4. Les cessions de parts Sociales ne seront pas valables avant l'occurrence du premier de (i) la résiliation du pacte d'associés, le cas échéant; ou (ii) la date du cinquième anniversaire de la constitution de la Société, sauf pour (i) toute cession par les propriétaires de Classe B au fonds ou au Fonds GP ou toute autre Filiale de Résolution, (ii) toute cession par les propriétaires de Classe A à une autre Personne avec l'accord écrit préalable du Conseil, accordé à sa seule discrétion, et (iii) toute cession par les propriétaires de Classe A à un Cessionnaire Affilié conformément à l'article 6.3 des Statuts.

6.5. Une cession de Parts Sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Le Conseil ne devra pas enregistrer les cessions de Parts Sociales dans le registre des associés de la Société faites en violation avec les articles 6.2, 6.3 et 6.4 ci-dessus.

6.7. Le registre des associés de la Société est tenu au siège social de la Société conformément à l'article 185 de la Loi et peut être consulté à la demande de chaque associé.

IV. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par le conseil de gérance (le Conseil) nommé par une résolution des associés, qui fixe la durée du mandat de ses membres. Le Conseil prendra les décisions sur toutes les questions relatives à la Société, qui ne sont pas réservées aux associés.

7.2. Le Conseil est constitué de deux (2) gérants ou plus (les Gérants) qui seront tous nommés parmi les candidats nominés par les propriétaires de Parts Sociales de Classe B.

7.3. Les Gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés. En cas de vacance du poste d'un Gérant pour une raison quelconque (y compris la révocation conformément à la phrase précédente), la vacance doit être comblée par un autre Gérant de même classe nommé par les associés, le plus rapidement possible.

7.4. Dès lors qu'un associé cesse d'être associé, pour une quelconque raison, le Gérant qu'il a nommé terminera son mandat de gérant du Conseil ipso jure, sans compensation financière pour la perte de son mandat ou autre.

Art. 8. Pouvoirs du Conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social. Nonobstant ce qui précède, la Société n'entreprendra aucune des actions suivantes ni ne fera entreprendre à l'une de ses filiales directes ou indirectes, y compris l'Entité Détenue et PropCo, le cas échéant, les actions suivantes sans le consentement écrit préalable des associés (chacune une Matière Réserve et conjointement, les Matières Réservées):

(i) sauf dans le cadre d'une Cession autorisée en vertu de l'article 6 ci-dessus, admettre toute personne en qualité d'associé de la Société, ou

(ii) vendre tout intérêt direct ou indirect dans la Propriété à moins que le Fonds ne procède à l'aliénation d'une partie proportionnelle (sur la base des apports en capital, directs ou indirects, du Fonds et de la Société dans la Propriété) des intérêts directs ou indirects du Fonds dans la Propriété en même temps et à des conditions substantiellement identiques à celles de la Société.

8.2. Le Conseil doit procéder à la modification du registre des associés de la Société afin de refléter le changement de propriété des Parts Sociales Appelées et de procéder à l'enregistrement de ces cessions au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dans le cas de la vente ou du rachat des Parts Sociales Rachetées.

8.3. Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités à une ou plusieurs personnes pour des sujets spécifiques.

8.4. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) Gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les Gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un Gérant peut donner une procuration à un autre Gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix exprimées.

(vi) Tout Gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les Gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.5. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) Gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Responsabilité des gérants - Indemnités.

9.1. Les Gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts, la Loi et les Gérants n'ont pas fait ces engagements avec grosse négligence, mauvaise foi ou étant le résultat d'une violation substantielle du Pacte d'Associés, mauvaise conduite ou fraude.

9.2. La Société indemniserà un Gérant pour et contre toutes pertes, réclamations, dommages, responsabilités, individuelles ou conjointes, dépenses (y compris les honoraires et frais juridiques raisonnables), jugements, amendes, règlements et autres montants découlant de toutes réclamations, demandes, actions, poursuites ou procédures, y compris, mais sans s'y limiter, à des procédures administratives ou pénales, qui sont directement liées aux opérations de la Société, et celles directement liées aux opérations de l'Entité Détenue, PropCo ou toute Filiale dans laquelle un Gérant peut être impliqué, ou est menacé d'être impliqué, en tant que partie ou autre, sauf s'il est établi que: (i) l'acte ou l'omission du Gérant était significatif pour l'affaire ayant donné lieu à la procédure et a été commis par négligence grave, de mauvaise foi ou a été le résultat d'une violation substantielle du Pacte des Associés ou d'une faute intentionnelle ou d'une fraude, (ii) le Gérant avait effectivement reçu un avantage personnel inapproprié en liquide, en biens ou en services, ou (iii) dans le cas d'une procédure, le Gérant avait un motif raisonnable de croire que l'acte ou l'omission était illégal, à condition, toutefois, que les stipulations du présent article ne s'appliquent pas à toute action ou procédure dans la mesure où le Gérant est le demandeur dans ladite action ou procédure. La fin d'une procédure par jugement, ordonnance ou règlement ne crée pas la présomption que le Gérant n'a pas respecté la norme de conduite énoncée dans le présent article. La fin de toute procédure par une déclaration de culpabilité ou jugement rendu contre, le gérant, ou sur une réponse nolo contendere ou son équivalent déposé par le Gérant (si possible dans la juridiction concernée) ou le dépôt d'un ordre ou d'une probation avant jugement, crée la présomption réfutable que le Gérant a agi d'une manière contraire à celle spécifiée dans le présent article. Toute indemnisation en vertu du présent article ne sera effectuée que sur les actifs de la Société.

V. Associé(s)

Art. 10. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus d'un dixième (1/10) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque Gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 11. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

VI. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social de la Société (l'Exercice Social), pour des raisons fiscales et comptables, s'exercera sur une période de 12 mois (ou moins) commençant et se terminant le dernier jour de décembre de chaque année.

12.2. Les livres de comptes et registres de la Société seront audités à la fin de chaque Exercice Social, conformément aux normes d'audit généralement reconnues par le réviseur d'entreprises agréée de la Société, qui sera un cabinet d'experts comptables de renom au Luxembourg.

12.3. Dans les 60 jours suivant la fin de chaque Période Fiscale de chaque Exercice Social de la Société, le Conseil fera parvenir à chaque Personne qui était Associé au cours de cette période, un rapport non audité indiquant, à la fin de ladite Période Fiscale, les faits suivants:

(i) sauf si cette Période Fiscale est la dernière de l'Exercice Social, un bilan à la fin de la période en question, et

(ii) sauf si cette Période Fiscale est la dernière de l'Exercice Social, un compte de résultat de la Société pour la période en question.

12.4. Dans les 90 jours suivant la fin de chaque Exercice Social de la Société, le Conseil fera parvenir à chaque Personne qui était Associé au cours de ladite période, un rapport audité indiquant à la fin de l'Exercice Social, les faits suivants:

(i) un bilan à la fin de l'Exercice Social en question; et

(ii) un compte de résultat et un tableau de flux de trésorerie de la Société pour l'Exercice Social en question.

12.5. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

12.6. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

12.7. L'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue) se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, dans les (6) mois suivant la fin de l'exercice social.

Art. 13. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

13.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires peuvent être renommés par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

14.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, conformément à l'article 14.4 ci-dessous, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
- (iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

14.4. A la fin de chaque trimestre, la Société affectera et distribuera les Produits Distribuables comme suit:

- (i) Premièrement, 100% au propriétaire de Parts Sociales de Classe A jusqu'à ce ce propriétaire ait reçu des distributions, conformément à l'article 14.4 (i) et (iii), égales à un rendement annuel cumulatif de 6% calculé trimestriellement sur la totalité de ses Apports au Capital à la Société;
- (ii) Deuxièmement, 100% au propriétaire de Parts Sociales de Classe A jusqu'à ce ce propriétaire ait reçu des distributions, conformément à l'article 14.4 (ii), égales à la totalité de ses Apports au Capital à la Société; et
- (iii) Troisièmement, 100% aux propriétaires de Parts Sociales de Classe A et de Parts Sociales de Classe B, à affecter pour quatre-vingt-dix pour cent (90%) au propriétaire des Parts Sociales de Classe A et pour dix pour cent (10%) au propriétaire des Parts Sociales de Classe B.

VII. Dissolution - Liquidation

15.1 La Société peut être dissoute à la survenance du premier des événements suivants:

- (i) sur décision du Conseil de dissoudre et de subséquemment mettre fin à la Société;
- (ii) à la Date d'Expiration;
- (iii) lors de la vente de tous les actifs de, ou de la dissolution de l'Entité Détenue, à condition que, sauf décision contraire du Conseil, une vente des actifs de l'Entité Détenue pour une contrepartie composée de titres ou d'intérêts dans une autre Personne n'entraîne pas la dissolution de la Société;
- (iv) à la dissolution du Fonds.

15.2 La Société peut être dissoute à tout moment, conformément à l'article 15.1 ci-dessus par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

15.3 Après paiement de tous les créanciers de la Société, les actifs restants de la Société seront appliqués et distribués conformément à l'article 14.4 (i).

VIII. Dispositions générales

16.1 Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2 Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont

apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4 Lorsque cela s'applique, les associés confirment par la présente que des dommages seuls ne constituent pas un recours adéquat contre une violation ou une violation présumée des présents Statuts et acceptent qu'en cas de violation ou de violation présumée d'un article des Statuts, les droits et obligations respectifs contenus dans les présentes soient rendus exécutoires par une condamnation à l'exécution en nature, une injonction ou tout autre recours adapté, mais aucune des stipulations des présentes n'a pour but de, ni ne limitera ou n'affectera le ou les droits accordés par la loi ou les prescriptions légales d'un associé lésé contre un autre en raison d'une violation ou d'une violation présumée d'un article des Statuts. Les associés acceptent expressément de renoncer aux dispositions de l'article 1142 du Code Civil luxembourgeois, et aux obligations et aux droits y prévus, qui ne seront pas applicables aux présents Statuts.

16.5 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.»

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de prendre acte de la démission de Nicola Foley de son mandat de gérant de la Société à partir de la date des présentes.

L'Associé Unique décide en outre de ne pas décharger Nicola Foley des activités exercées dans le cadre de son mandat de gérant de la Société pour le moment.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de prendre acte du fait que Gerard Van Hunen et Lux Business Management S.à r.l. restent les gérants de la Société pour une durée illimitée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare à la requête de la partie comparante que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec Nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 17 janvier 2013. Relation: LAC/2013/2370. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 février 2013.

Référence de publication: 2013025981/835.

(130031048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

Bearstead Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.448.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Fides (Luxembourg) S.A.

Liquidator

Référence de publication: 2013030319/13.

(130036940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Bearstead Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.448.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Fides (Luxembourg) S.A.

Liquidator

Référence de publication: 2013030320/13.

(130036943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Bodycarcare, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5533 Remich, 43, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 129.763.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013030329/9.

(130037294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

AL Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.953.

Extrait de la résolution adoptée par les Gérants de la société en date du 25 février 2013:

Le siège social de la société est transféré avec effet au 1^{er} mars 2013 du 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Il est également porté à la connaissance de tous que l'adresse:

- de l'associé, à savoir TSM Services (Luxembourg) S.à r.l., a fait l'objet d'un changement d'adresse.
- des gérants, à savoir Christian Tailleur, Keimpe Reitsma, a fait l'objet d'un changement d'adresse.

La nouvelle adresse est la suivante: 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Luxembourg, le 4 mars 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013030273/19.

(130037113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Bosting Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.449.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Fides (Luxembourg) S.A.

Liquidator

Référence de publication: 2013030333/13.

(130036950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Billington S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 39.329.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 22 novembre 2012.

Ratification de la décision prise par le Conseil d'Administration du 15 mars 2012 de coopter Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1^{er} février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I^{er}, L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2015

Pour la société

BILLINGTON S.A., SPF

Référence de publication: 2013030325/14.

(130037443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Solix Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 749.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 173.548.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of January,
before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr. Denis Viet-Jacobsen, private individual, born in Taarnby, Denmark on January 31, 1965, residing at Badgers, Mark Way, Godalming, GU7 2BB, United Kingdom,

hereby represented by Mrs Charlotte Lahaije-Hultman, private employee residing professionally at 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, hereto attached,
(the "Shareholder").

The Shareholder appears in capacity as the sole shareholder of Solix Holding S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 173548 (the "Company") in order to hold an extraordinary general meeting of the Company (the "Meeting"). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 10 December 2012, not yet published in the Mémorial.

The Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. the Shareholder holds all the shares of the Company;

II. the Agenda of the Meeting is as follows:

1. Waive of convenience notice;
2. The creation of two different classes of shares, namely classes A and B and determine the rights and obligations thereof by amending the articles of association as set forth below;
3. The reclassification of all 12,500 (Twelve Thousand Five Hundred) existing shares of the Company as 12,500 (Twelve Thousand Five Hundred) class A shares;
4. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 737,000 (Seven Hundred Thirty Seven Thousand Euro), in order to bring the share capital from its present amount of EUR 12,500 (Twelve Thousand Five Hundred Euro) represented by 12,500 (Twelve Thousand Five Hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (One Euro), to an amount of EUR 749,500 (Seven Hundred Forty Nine Thousand Five Hundred Euro) by way of the creation and issuance of 737,000 (Seven Hundred Thirty Seven Thousand) Class B shares of the Company with a nominal value of EUR 1 (One Euro) (the "New Shares").
5. Subscription to and payment by the Shareholder of the share capital increase specified under item 2 above by way of contribution in kind.
6. Subsequent amendment of the article 6 of the articles of association (the "Articles");
7. Miscellaneous.

The Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Shareholder represented at the Meeting considering himself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which have been made available to him in advance of the Meeting.

Second resolution

The Shareholder resolves to create two different classes of shares, namely classes A and B.

Third resolution

The Shareholder resolves to reclassify all 12,500 (Twelve Thousand Five Hundred) existing shares of the Company as 12,500 (Twelve Thousand Five Hundred) class A shares.

Fourth resolution

The Shareholder resolves to increase the issued share capital of the Company by an amount of EUR 737,000 (Seven Hundred Thirty Seven Thousand Euro), in order to bring the share capital from its present amount of EUR 12,500 (Twelve Thousand Five Hundred Euro) represented by 12,500 (Twelve Thousand Five Hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (One Euro), to an amount of EUR 749,500 (Seven Hundred Forty Nine Thousand Five Hundred Euro) by way of the creation and issuance of 737,000 (Seven Hundred Thirty Seven Thousand) Class B share of the Company with a nominal value of EUR 1 (One Euro) (the "New Shares").

Fifth resolution

The Shareholder accepts the subscription to the increase of the share capital and its full payment by means of contribution by the Shareholder of the following assets (hereafter the "Contribution"):

130,000 shares in Gatehouse Holding A/S, a limited liability company registered with the Danish trade register under number 12948700, having its registered address at Lindholm Brygge 31, 9400 Nørresundby, Denmark ("Gatehouse Holding"), with a value of EUR 737,000 (Seven Hundred Thirty Seven Thousand Euro) (the "Assets").

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon the Shareholder declares:

(i) to subscribe the 737,000 (Seven Hundred Thirty Seven Thousand) new Class B shares representing the increase of the share capital of the Company; and

(ii) to fully pay up such New Shares by way of the Contribution.

The Contribution is to be allocated as follows:

an amount of EUR 737,000 (Seven Hundred Thirty Seven Thousand Euro) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company.

The valuation of the Contribution is evidenced and supported by the valuation certificate issued by the Shareholder and approved by the Management of Gatehouse Holding A/S and by the Management of the Company.

The above Certificate, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be registered with it.

As a result of the above share capital increase and issuance of the New Shares, the Shareholder records that the shareholding in the Company after the share capital increase is as follows:

Denis Viet-Jacobsen	12,500 Class A shares
	737,000 Class B shares

Sixth resolution

The Shareholder resolves to amend the article 6 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

" Art. 6. Capital. The Company's corporate capital is fixed at Seven Hundred Forty Nine Thousand Five Hundred Euro (EUR 749,500) represented by Seven Hundred Forty Nine Thousand Five Hundred (749,500) shares in registered form with a par value of ONE EURO (1,-EUR) each, which are divided into;

- 12,500 (Twelve Thousand And Five Hundred) Class A shares (the "Class A shares"), all subscribed and fully paid-up
- 737,000 (Seven Hundred Thirty Seven Thousand) Class B shares (the "Class B shares"), all subscribed and fully paid-up.

The Class A shares shall track the performance and returns of the Company's investment in the initial share capital of EUR 12,500 (Twelve Thousand and Five Hundred Euro).

The Class B Shares shall track the performance and returns of the Company's investment in Gatehouse Holding A/S, a limited liability company registered with the Danish trade register under number 12948700, having its registered address at Lindholm Brygge 31, 9400 Nørresundby, Denmark.

The Company may redeem its own shares. However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

The Company may also create and issue tracker shares of new class to be defined. Any issue of a new class of shares will have to be approved by the sole shareholder or by the majority of shareholders representing three quarters of the share capital in accordance with article 21 of these Articles.

Class A and Class B shares and / or any new Class of shares to be created and issued shall collectively and irrespective of their class be designated as the Shares and individually and irrespective of their class be designated as a Share.

The holders of the Shares are together referred to as the Shareholders.

Each Share entitles its holder to one vote.

In addition to the corporate capital, there may be set up a share premium account, into which any premium paid on any share shall be transferred. Any share premium paid in interest of the subscription of any specific Class of Shares upon their issuance shall be allocated to a share premium reserve account corresponding to that specific Class of Shares, to be denominated by the corresponding letter.

Each share gives its holder a right over the assets and the profits of the Company, in proportion with the total of shares representing the corporate capital subject to the provisions set out under article 24 of these Articles.”

Seventh resolution

The Shareholder resolves to amend the books and registers of the Company, in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of Vistra (Luxembourg) S.à r.l, to proceed individually, on behalf of the Company with the registration of the above changes in the relevant registers of the Company.

Estimate- Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 3,000.-.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huit janvier.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

A COMPARU:

Mr. Denis Viet-Jacobsen, particulier, né à Taarnby, Danemark le 31 janvier 1965, demeurant à Badgers, Mark Way, Godalming, GU7 2BB, United Kingdom, représentée par Mme Charlotte Lahaije-Hultman, employée, avec résidence professionnelle au 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ci-annexée, (l'“Associé”)

L'Associé comparait en sa qualité d'associé unique de Solix Holding S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173548 (la “Société”) pour tenir une assemblée générale extraordinaire de la Société (l'“Assemblée”). La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg le 10 décembre 2012, non encore publié au Mémorial.

L'Associé, représenté comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I.- L'Associé détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II.- l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Création de deux différentes classes de parts sociales, à savoir classes A et B et détermination des droits et obligations de celles-ci par la modification des statuts comme indiqué ci-dessous;
3. Reclassification des 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales existantes en parts sociales de Classe A;
4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 737.000 (sept cent trente-sept mille Euro) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 12.500 (douze mille cinq cents Euro) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales avec une valeur nominale de EUR 1 (Un Euro), à un montant de EUR 749.500 (sept cent quarante-neuf mille cinq cent Euro) par voie d'émission et de création de 737.000 (sept cent trente-sept mille) parts sociales de Classe B de la Société avec une valeur nominale de EUR 1 (Un Euro) (Les “Nouvelles Parts Sociales”);
5. Souscription et paiement par l'Associé de l'augmentation du capital social mentionnée au point 2. ci-dessus par voie d'apport en nature;
6. Modification consécutive de l'article 6 des statuts de la Société (les “Statuts”);
7. Divers.

L'Associé a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé représenté à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui a été rendu accessible avant l'Assemblée.

Deuxième résolution

L'Associé décide de créer deux différentes classes de parts sociales, à savoir classes A et B.

Troisième résolution

L'Associé décide de reclassifier les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales existantes en parts sociales de Classe A.

Quatrième résolution

L'Associé décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 737.000 (sept cent trente-sept mille Euro) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 12.500 (douze mille cinq cents Euro) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales avec une valeur nominale de EUR 1 (Un Euro), à un montant de EUR 749.500 (sept cent quarante-neuf mille cinq cents Euro) par voie d'émission et de création de 737.000 (sept cent trente-sept mille) parts sociales de Classe B de la Société avec valeur nominale de EUR 1 (Un Euro) (Les "Nouvelles Parts Sociale")

Cinquième résolution

L'Associé accepte la souscription à l'augmentation du capital social et de son paiement intégral par voie d'apport par l'Associé des actifs suivantes (ci-après l'"Apport"):

130.000 (cent trente mille) actions dans Gatehouse Holding A/S, une société à responsabilité limitée immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Danois sous le numéro 12948700, ayant son siège social au 31 Lindholm Brygge, 9400 Nørresundby, Danemark ("Gatehouse Holding"), d'une valeur de EUR 737.000 (sept cent trente-sept mille Euro) (l'"Actif").

Intervention - Souscription - Libération

L'Associé déclare ensuite:

i. Souscrire les 737.000 (sept cent trente-sept mille) parts sociales de Classe B représentant l'augmentation du capital social de la Société; et

ii. libérer les Nouvelle Parts Sociales par le biais de l'Apport.

L'Apport sera réparti de la manière suivante:

un montant de EUR 737.000 (sept cent trente-sept mille Euro) sera attribué au compte nominal du capital social de la Société.

L'évaluation de l'Apport est attestée au moyen d'un certificat d'évaluation émis par l'Associé et approuvé par la gérance de Gatehouse Holding A/S et par la gérance de la Société.

Le Certificat ci-dessus, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

En conséquence de ce qui précède, l'Associé décide d'acter que l'actionariat de la Société suite à l'augmentation du capital social est désormais comme suit:

Denis Viet-Jacobsen	12.500 parts sociales de Classe A
	737.000 parts sociales de Classe B

Sixième résolution

L'Associé décide de modifier l'article 6 des Statuts de sorte qu'il aura la teneur suivante:

" Art. 6. Capital. Le capital social est fixé à sept cent quarante-neuf mille cinq cents Euro (EUR 749.500,-), représenté par sept cent quarante-neuf mille cinq cents (749.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, répartis comme suivant;

- 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Classe A (les "Parts Sociales de Classe A"), toutes souscrites et entièrement libérées,

- 737.000 (sept cent trente-sept) parts sociales de Classe B (les "Parts Sociales de Classe B"), toutes souscrites et entièrement libérées, Les Parts Sociales de Classe A traceront la performance et le rendement de l'investissement de la Société dans le capital social initial s'élevant à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-);

Les Parts Sociales de Classe B traceront la performance et le rendement de l'investissement de la Société dans Gatehouse Holding A/S, une société à responsabilité limitée immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Danois sous le numéro 12948700, ayant son siège social au 31 Lindholm Brygge, 9400 Nørresundby, Denmark.

La société peut racheter ses propres parts sociales. Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

La Société peut également créer et émettre des parts sociales “tracker” d’une nouvelle classe à définir. Toute émission d’une nouvelle catégorie de parts sociales devra être approuvée par l’associé unique ou par la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social, conformément à l’article 21 des présents Statuts.

Les parts sociales de Classe A et de Classe B et/ou toutes nouvelles classes de part sociale pouvant être créées et émises devront collectivement et indépendamment de leur classe être désignées comme les Parts Sociales et individuellement et indépendamment de leur classe désignée comme une part sociale.

Les porteurs des parts sociales sont collectivement dénommées les associés.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

En plus du capital social, un compte prime d’émission peut être mis en place sur lequel doit être transféré toute prime payée sur toute action. Toute prime d’émission payée dans l’intérêt de la souscription d’une classe de part sociale spécifique au moment de leur émission devra être affectée à un compte de réserve de prime correspondant à cette classe de part sociale spécifique, qui sera dénommé par la lettre correspondante.

Chaque part sociale confère à son titulaire un droit sur les actifs et les bénéfices de la Société, proportionnellement au nombre de parts sociales composant le capital social sujet aux dispositions énoncées à l’article 24 de ces Statuts.”

Septième résolution

L’Associé décide de modifier les livres et registres de la Société, afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à n’importe quel gérant de la Société et/ou à n’importe quel employé de chez Vistra (Luxembourg) S.à r.l., afin de procéder individuellement et pour le compte de la Société aux enregistrements des changements ci-dessus dans les registres de la Société correspondants.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison du présent acte est évalué à environ EUR 3.000.-.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l’a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d’une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu’en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. LAHAJJE-HULTMAN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 février 2013. Relation: LAC/2013/5244. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2013.

Référence de publication: 2013026183/243.

(130031062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

BR Investments I (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 148.832,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.472.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013

Référence de publication: 2013030338/10.

(130037027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Brenda S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 28.257.

Les comptes annuels au 30 SEPTEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013030339/10.

(130037363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Boissons Transports Schockmel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1738 Luxembourg, 15, rue Lucien Housse.

R.C.S. Luxembourg B 64.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013030330/9.

(130036994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Berlin 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 168.446.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 21 février 2013, l'associé unique a décidé de révoquer Monsieur Robert Abt en tant que gérant de classe A et Madame Johanna van Oort et Monsieur Joost Tulkens en tant que gérants de classe B.

En cette même date, l'associé unique a décidé de nommer les personnes suivantes en tant que gérants, et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Madame Johanna van Oort, née le 28 février 1967 à Groningen, Pays-bas, avec adresse professionnelle au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg;

- Monsieur Joost Tulkens, né le 26 avril 1973 à Someren, Pays-bas, avec adresse professionnelle au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg;

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants

- Madame Johanna van Oort

- Monsieur Joost Tulkens

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013030303/25.

(130037251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Cheverny CEO Search S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 145.839.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 février 2013.

Référence de publication: 2013030350/10.

(130037552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

BRSG S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 50.594.

Le Bilan au 30.11.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013030341/10.

(130037472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Build & Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8279 Holzem, 26, route de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 125.322.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BUILD & MANAGEMENT SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013030342/11.

(130037584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Crystal Carmine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.125.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 27 février 2013, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Yves Cheret, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- Philippe Leclercq, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- Olivier Roux, avec adresse au 30, Lansdowne Road, WTI 3LL Londres, Royaume-Uni;
- Bertrand Repelin, avec adresse au 7, Rue Gomboust, 75001 Paris, France;

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

2. acceptation de la démission de KPMG Luxembourg, avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, de son mandat de commissaire aux comptes, avec effet immédiat.

3. nomination de FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA Société à responsabilité limitée, avec siège social au 46, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, au mandat de commissaire aux comptes, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Référence de publication: 2013030355/23.

(130036966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Crystal Carmine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.125.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Référence de publication: 2013030356/10.

(130037230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Café Lenger Stuff s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4797 Linger, 18, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 150.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013030358/9.

(130037504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Café Lenger Stuff s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4797 Linger, 18, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 150.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013030359/9.

(130037505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Capital Power Credit Services (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 171.507.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 1^{er} mars 2013

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

Administrateurs de catégorie A

- Monsieur Stuart LEE, dirigeant d'entreprise, demeurant professionnellement à 1200, 10423 - 101 Street NW, Edmonton, Alberta, Canada T5H 0E9.

- Monsieur Anthony SCOZZAFAVA, dirigeant d'entreprise, demeurant professionnellement à 1200, 10423 - 101 Street NW, Edmonton, Alberta, Canada T5H 0E9.

Administrateurs de catégorie B

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, Président.

- Monsieur Gerdy ROOSE, conseiller fiscal, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

- Monsieur Murad IKHTIAR, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 2013:

AUDIEX S.A., 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Référence de publication: 2013030346/26.

(130037232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Credit Opportunities European Funding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 113.031.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013030354/10.

(130037303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Change Management Consulting - MCG Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3861 Schiffange, 197, rue de Noertzange.

R.C.S. Luxembourg B 147.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Change Management Consulting - MCG

Référence de publication: 2013030348/10.

(130037067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

CBD Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 154.492.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013030365/10.

(130037482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

CGLux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3825 Schifflange, 18, Schefflengerbierg.

R.C.S. Luxembourg B 113.951.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 04/03/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013030368/10.

(130037283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Maison Seil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 112.389.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013029951/14.

(130036096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

GM Distribution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2355 Luxembourg, 10A, rue du Puits.

R.C.S. Luxembourg B 156.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013030482/9.

(130037335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.
